

CONCOURS INTERNE D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

OCTOBRE 2006

**NOTE DE SYNTHÈSE, A PARTIR D'UN DOSSIER, PERMETTANT DE
VÉRIFIER L'APTITUDE DU CANDIDAT À FAIRE L'ANALYSE ET LA
SYNTHÈSE D'UN PROBLÈME ET D'APPRECIER LES CONNAISSANCES
ACQUISES AYANT TRAIT, AU CHOIX DU CANDIDAT, À :**

QUESTIONS SOCIALES

ÉPREUVE N° 9

Durée : 4 heures

Coefficient : 3

SUJET :

La conférence de la famille 2006 était consacrée à la solidarité intergénérationnelle.

Le Maire de la ville (dénommée ici V), où vous travaillez comme administrateur, a décidé d'organiser un débat, au sein de son Conseil, sur le soutien qu'il conviendrait d'apporter aux actions favorisant l'intergénérationnel. À l'aide des documents ci-joints et de vos propres connaissances, il vous demande de lui préparer la note d'introduction qui sera remise aux conseillers municipaux.

DOCUMENTS JOINTS :

DOCUMENT N° 1 : Extraits – « L'intergénérationnel : définition et enjeux actuels »
Raoul BRIET, Marc de MONTALEMBERT.
Rapport de propositions remis à Monsieur Philippe BAS,
Mai 2006.

Page n° 3

DOCUMENT N° 2 : Extraits – « L'intergénération : une démarche de proximité,
des initiatives porteuses de futurs ? »
Mohammed MALKI.
Délégation interministérielle à la Famille,
23 février 2006.

Page n° 12

DOCUMENT N° 3 : Extraits – « Des initiatives nombreuses et diverses »
Raoul BRIET, Marc de MONTALEMBERT.
Rapport de propositions soumis à Monsieur Philippe BAS,
Mai 2006.

Page n° 20

DOCUMENT N° 4 : « Famille, je vous aide »
Emmanuelle CRENNER,
INSEE-Première n° 631, février 1999.

Page n° 36

**DOCUMENT N° 5 : « Le rôle des communes dans le domaine des relations
intergénérationnelles »**
Association des Maires de France.
Note remise à l'occasion de la Conférence de la Famille,
Avril 2006.

Page n° 40

**DOCUMENT N° 6 : « Conférence de la Famille 2006. Synthèse des rapports
des deux groupes de travail »**
Conférence de presse du ministre, 15 mai 2006.

Page n° 42

NOTA :

- Les épreuves sont d'une durée limitée. Aucun brouillon ne sera accepté, la gestion du temps faisant partie intégrante des épreuves.
- Lorsque les renvois et annotations en bas d'une page ou à la fin d'un document ne sont pas joints au sujet, c'est qu'ils ne sont pas indispensables.
- Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies : pas de signature (signature à apposer uniquement dans le coin gommé de la copie à rabattre) ou nom, grade, même fictifs. Seuls la date du concours et le destinataire, ainsi que le nom fictif de la collectivité déjà mentionné dans l'énoncé, peuvent être portés sur la copie.

L'intergénérationnel : définition et enjeux actuels

Depuis dix ans, les Conférences de la famille qui se sont succédées, ont traité de la politique familiale à l'égard de la petite enfance, de l'enfance et de l'adolescence. En 2006, pour la première fois, la Conférence a pour sujet « l'intergénérationnel », avec deux groupes de travail : « La Famille, espace de solidarité entre générations » et « La société intergénérationnelle au service de la famille ».

Le premier groupe devait identifier les différentes formes que prennent les solidarités à l'intérieur des familles ainsi que les obstacles les entravant. Il s'est attaché à examiner l'articulation entre les aidants familiaux bénévoles et les aidants professionnels, à étudier les réponses apportées à l'occasion d'événements particuliers (veuvage, accidents, décès d'un enfant, état d'orphelin), à identifier les ajustements nécessaires en matière d'ouverture de droits. Par ailleurs, il a examiné les diverses formes de soutien qui peuvent être mises en œuvre entre les différentes générations d'une même famille ainsi que l'aide à apporter aux aidants familiaux en termes d'assistance, de formation, de « répit ».

L'objectif du second groupe était de rechercher comment recréer du lien entre générations lorsque le lien familial est distendu ou rompu, et développer à cette fin des entraides de proximité. Il devait ainsi s'attacher à identifier les actions et les pratiques innovantes qui favorisent les solidarités entre générations, qu'elles soient mises en œuvre par des associations, des institutions ou des entreprises, afin de proposer des mesures destinées à encourager ce type d'initiatives. Ces actions et pratiques innovantes concernent le quotidien des familles, de la transmission des savoirs aux réalisations en matière d'urbanisme et de logement, dans tous les domaines susceptibles de favoriser les liens intergénérationnels dans notre société.

Devant étudier « la société intergénérationnelle au service de la Famille », le deuxième groupe s'est trouvé « confronté à des choix. Il n'a pas épuisé tous les sujets, notamment celui de l'autonomie des jeunes qui aurait mérité, à lui seul, de nombreux travaux.

L'âge moyen de la première maternité frôle désormais 30 ans et le seuil de renouvellement des générations n'est pas tout à fait atteint, même si notre démographie se compare de manière favorable à celle des autres pays européens. La formation des jeunes couples (et donc la possibilité pour eux de réaliser leur désir d'enfant) est rendue compliquée par un taux de chômage élevé, par une insertion professionnelle stable, plus lente qu'autrefois et par un accès au logement difficile.

Les solidarités familiales sont fragilisées par le grand nombre de jeunes sans qualification, par la précarité des familles monoparentales, mais aussi par les difficultés rencontrées par les familles nombreuses et par le poids d'anciens en perte d'autonomie.

Le groupe de travail, en préambule, tient à affirmer que l'intergénérationnel traverse chacune des générations dans un échange de réciprocité. Il n'y a pas, d'une part ceux qui donnent, et d'autre part ceux qui reçoivent, et les familles « pauvres » échangent autant (même si les échanges ne sont pas de nature identique) que les familles « riches ». Il affirme que la solidarité familiale ne saurait être un substitut des défaillances de la solidarité collective, pas plus que celle-ci ne saurait se substituer à l'entraide familiale.

Le groupe souhaite que ces travaux soient poursuivis, par exemple par la reprise régulière du thème de l'intergénérationnel lors des prochaines Conférences de la Famille, afin de le rendre plus visible et de le faire vivre au quotidien.

1. L'apparition du terme intergénérationnel

Le mot est constitué à partir du latin *inter* « entre », exprimant l'espacement, la répartition ou une relation réciproque et du mot génération qui possède lui-même plusieurs sens :

Le premier chercheur ayant travaillé sur la question des générations est Karl MANNHEIM (1928) ; il s'interrogeait sur la question de la spécificité des rapports de générations dans une perspective très marquée par sa version marxiste des classes sociales. Les travaux qui suivirent opposèrent souvent divisions par classes et divisions par générations et ce n'est qu'au début des années quatre-vingts que l'on commence à mettre l'accent sur les articulations entre les rapports de générations, au travail, en famille, dans l'environnement, en politique, etc.

Aujourd'hui, tout le monde est à peu près d'accord pour s'appuyer sur trois définitions de la notion de génération.

La première à laquelle on pense spontanément, c'est l'idée de générations familiales liées par la filiation.

La seconde fait référence à l'histoire, l'ensemble des personnes ayant vécu les mêmes faits marquants (on parle de la génération du baby boom ou de la génération de 1968).

Quant à la troisième, elle est essentiellement employée par les démographes et c'est la notion de cohorte des naissances d'une même année.

L'utilisation qui est faite du terme intègre ces trois définitions : le sentiment d'appartenance à une génération conditionne, à la fois, notre intégration dans un temps collectif et notre appropriation de ce temps. Il est fondamental de se situer parmi nos pairs et avec eux dans le temps social et historique. Nous appartenons donc à une lignée familiale et à une époque donnée. S'y ajoute, depuis une soixantaine d'années, l'appartenance à un ensemble issu d'un pacte social fondé sur le contrat des générations : les jeunes qui se forment au monde du travail, les actifs et les retraités. C'est généralement en partant de cette situation qu'est, de plus en plus souvent employée l'expression « solidarité intergénérationnelle. »

La solidarité est définie dans le dictionnaire Robert – comme étant « *le caractère solidaire d'une obligation, la relation entre personnes ayant conscience d'une communauté d'intérêts, qui entraîne, pour les unes l'obligation morale de ne pas desservir les autres et de leur porter assistance* », mais aussi, « *le fait de faire contribuer certains membres d'une collectivité nationale à l'assistance financière, matérielle d'autres personnes.* »

Le système de protection sociale, en France, repose sur un contrat entre générations, ce qui amène à étudier l'égalité de traitement des différentes générations. Sans chercher à savoir s'il faut se situer du côté de Claude LEVI-STRAUSS et de Françoise HERITIER qui posent la famille (mais quelle famille ?) à l'origine de la société, ou de Maurice GODELIER pour qui l'organisation sociale joue un rôle déterminant sur l'émergence des formes familiales, on constate que société et famille sont inextricablement liées.

Mais si chacun appartient à une famille, toutes les familles ne sont pas égales et n'apportent pas les mêmes ressources : solidarité familiale et solidarités intergénérationnelles se recourent, mais ne se substituent pas.

Une partie de notre système de protection sociale s'est construite pour rétablir un certain équilibre entre les familles disposant de revenus satisfaisants et les autres. Par delà les arguments de principe qui ont opposé ceux qui craignent un affaiblissement des solidarités publiques et ceux qui craignent un affaiblissement du lien de filiation par une trop forte présence de la solidarité publique, une évidence forte demeure : l'importance des besoins sociaux à satisfaire, les limites au développement de l'Etat providence font qu'il y a place tout à la fois pour des solidarités publiques fortes, pour des solidarités intrafamiliales vivantes et pour des formes dynamiques de solidarités intergénérationnelles portées par des acteurs associatifs locaux.

2. Une société en mutation

Le monde et notre société ont probablement davantage changé en soixante ans qu'ils n'avaient bougé au cours des deux siècles précédents. Le rapport au temps a changé, les mœurs ont changé.

Le premier élément, c'est le vieillissement démographique qui constitue une tendance lourde de la société.

Pour une sélection de générations féminines en France probabilités, à la naissance, d'atteindre différents âges ¹

Générations (années de naissance)	20 ans en %	40 ans en %	60 ans en %	80 ans en %
1806	61	50	36	10
1856	65	55	43	14
1906	78	71	64	40
1956	96	95	91*	81*

Toutes choses égales par ailleurs, le baby boom, après avoir agi initialement comme un facteur de rajeunissement de la population, contribue désormais au vieillissement démographique.

(Cf. la Conférence de la Famille 2005) et l'allongement de l'espérance de vie (environ un trimestre par an) annonce une progression des plus de soixante ans, qui vont doubler d'ici 2050, pendant que les plus de 75 ans tripleront et que ceux de plus de 85 ans quadrupleront.

Tout cela annonce le remplacement progressif du modèle à trois générations par le modèle à quatre, voire cinq générations. D'après les données sociales de l'INSEE, il y a en France près

¹ Sources : Jacques Vallin et France Mesle, Tables de mortalité par générations 1701-1993 - sexe féminin, support informatique - cité par Jacques Véron.

* Estimation

de 13 millions de grands-parents (3^{ème} génération), 2 millions d'arrière-grands-parents (4^{ème} génération) et environ trente mille arrière arrière-grands-parents (5^{ème} génération).

Ce vieillissement transforme le poids relatif des différentes classes d'âge. Le groupe des soixante ans et plus dépassera en nombre celui des moins de vingt ans vers 2020. Deux conséquences en découlent, même si la durée de cotisation augmente :

- la population en âge de travailler va simultanément diminuer et vieillir.
- l'espérance de vie féminine étant supérieure à l'espérance de vie masculine, nous aurons une proportion importante de femmes dans les classes d'âges élevées.

La durée de la vie devient ainsi un enjeu individuel et collectif : bien vivre (ce qui soulève la question de l'intégration des jeunes), bien vieillir, chacun souhaitant : « vieillir-jeune », et bien mourir.

Surtout, compte tenu du fait que le vieillissement résulte pour une large part de gain en espérance de vie et de gain d'espérance de vie sans incapacité, apparaît désormais dans la vie une période nouvelle : pendant une quinzaine d'années soit entre la cessation d'activité professionnelle et la véritable entrée dans la vieillesse, il existe une période « pour une retraite active » qui est un acquis magnifique des progrès de la santé, des conquêtes sociales et du développement de la protection sociale au cours du siècle dernier.

Deuxième élément de changement profond : l'évolution des mœurs, l'élément majeur étant probablement le souci de tendre à l'égalité la plus complète entre homme et femme.

Pendant très longtemps, les femmes ont été définies par leur statut, comme épouses et/ou mères. Aujourd'hui, comme pour les hommes, c'est leur rapport au travail et leur place générationnelle qui les qualifie (elles sont en même temps ou successivement fille, épouse, grand-mère, etc.) Au cours de ces mêmes années, une série des repères contraignants de la société d'autrefois se sont relâchés ou ont disparu (évolution des mœurs, acceptation plus grande des différences et des modes de vie autres, diminution des pratiques religieuses, meilleur partage des tâches familiales).

Chacun d'entre nous doit construire ses propres règles mais au prix d'une insécurité plus lourde à assumer, notamment pour ceux qui sont les moins armés ou les plus fragiles. Dans le même temps, la structure familiale devient plus complexe : près de la moitié des couples se séparent et créent souvent de nouveaux liens alors que quatre ou cinq générations sont appelées à coexister.

Or, chacun d'entre-nous a été façonné par une situation qui lui est propre, ou en tout cas, qu'il partage avec sa génération et dont il porte légitimement trace.

Si l'on prend les générations nées après la première Guerre Mondiale, elles ont connu une très longue vie de travail, la guerre et peu de chômage. Elles ont vécu la fin du monde paysan et appris l'urbanisation. Peu nombreuses, généralement pratiquant une religion, elles ont porté les trente glorieuses. Les femmes travaillaient mais de façon non reconnue et en lien direct avec la profession de leur mari. Aujourd'hui, ces générations ont un niveau de revenu moyen, assez bas bien qu'elles aient bénéficié de la généralisation des retraites, mais leurs conditions de vie sont nettement meilleures que celles de leurs parents.

Les premières générations du baby boom, ont profité d'une forte croissance économique et d'une massification de l'éducation. Elles ont contribué à un système de protection sociale généreux, mais ont connu un chômage élevé. Libéralisation des mœurs, individualisation, fréquence du divorce et des recompositions familiales les caractérisent au moins autant que la généralisation du travail féminin (et donc de la construction de droits propres pour les femmes). Ayant bénéficié d'une ascension sociale forte, leurs revenus sont nettement plus élevés que ceux de la génération de leurs parents. Ce sont elles que l'on qualifie aujourd'hui de générations pivot, prises « en sandwich » entre une mère ou un père très âgés et des enfants qui sont encore au domicile (génération Tanguy) ou des petits-enfants qu'il faut accueillir.

Celles nées au début des années quatre-vingts vivent souvent une situation d'entre deux : les jeunes de ces générations poursuivent des études, plus adolescents mais pas encore adultes. Cependant si être adulte, c'est vivre de son travail, payer son logement, fonder une famille si on le veut, là le regard change et devient sombre. Il y a un véritable problème de retard dans le calendrier pour l'entrée dans la vie active de ces jeunes, qui ne peuvent devenir autonomes parce que le propriétaire de leur logement leur demande une stabilité dans leurs revenus, parce que leur banquier ne leur fait pas confiance, parce que même si les solidarités familiales jouent au maximum, elles empêchent en même temps d'être réellement autonome ; et la situation est vécue encore plus douloureusement dans les classes populaires. Le sentiment général qui prédomine, avant même l'entrée dans la vie active, c'est que l'ascenseur social dont avaient bénéficié fréquemment leurs parents est en panne, qu'ils auront du mal à ne pas descendre l'échelle sociale et, qu'en plus, les générations de leurs parents vont leur laisser une situation économique et financière dégradée en raison du poids croissant de la dette publique et des incertitudes sur le financement à long terme de la protection sociale : autant d'éléments qui amènent aujourd'hui à se poser globalement la question d'équité intergénérationnelle.

3. Un nouveau paradigme

Réfléchir sur la famille ou la société conduit inéluctablement à s'intéresser à l'autre partie. Mais jusqu'au début des années soixante-dix, on étudie peu les réseaux familiaux et leurs échanges, la famille n'étant pas, pour les chercheurs, destinée à jouer un rôle dans le renforcement du lien social ou la préservation des liens sociaux.

Successivement en 1976, 77 et 78, Agnès PITROU, Louis CHAUVEL et Catherine GOKALP vont mettre en évidence l'importance de ces réseaux. Il faudra cependant attendre le colloque « Recherches et familles » de 1983 pour voir apparaître les quatre thématiques qui sont aujourd'hui encore au cœur des études :

- ♦ l'évolution démographique ;
- ♦ l'insertion professionnelle des femmes ;
- ♦ la diversité des modèles familiaux ;
- ♦ l'évolution des modes de vie.

Mais les sociologues cherchant surtout à comprendre le rôle de reproduction sociale joué par la famille, ce ne sont pas eux, mais les gérontologues, qui dans le cadre de leurs recherches sur la dépendance (« *comment aider les familles à soutenir les aînés* ») vont s'intéresser au rôle de l'entraide au sein de la famille.

La thèse de Jérôme MINONZIO est très éclairante sur cette époque qui voit les études de la Fondation Nationale de Gérontologie (Geneviève ARFEUX-VAUCHER) et de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (Claudine ATTIAS-DONFUT) critiquer la séparation institutionnelle entre politique familiale et politique de la vieillesse.

En 1982, Paul PAILLAT dans « Familles et générations » propose d'aider les familles qui aident et souligne le rôle fondamental joué par les femmes. Il prône un modèle d'Etat providence fondé sur une complémentarité entre l'intervention publique et la solidarité familiale et non sur un modèle de développement de la protection sociale qui se substituerait aux solidarités familiales.

Claudine ATTIAS-DONFUT commence alors à publier ses travaux (influencés par les approches anglo-saxonnes) sur les conceptions de générations et de cycles de vie. Soigner (cure) est une chose, prendre soin (care) en est une autre, une approche médicale du vieillissement ne saurait exclure une approche sociale. Le « family-care » est plutôt un « women-care », le lien familial reposant principalement sur les femmes.

Le tournant pour les pouvoirs publics sera le rapport SCHOPFLIN pour le Commissariat général du Plan (1991), qui reprend très largement la conclusion de l'étude « le prix de la dépendance ». La reconnaissance de l'entraide familiale dans la prise en charge de la dépendance se traduit par la valorisation de « l'aide aux aidants » et par la complémentarité « aide publique - aide privée ».

Il n'existe pas, aujourd'hui, un modèle familial, mais le droit de la famille et les politiques publiques décrivent une « famille de référence ». Celle-ci a été profondément transformée par le développement de la notion des droits de l'enfant mais aussi par l'idée que, dépassant la stricte relation du couple et de son ou ses enfants, elle intègre désormais, si possible harmonieusement, ses différentes composantes générationnelles.

A partir des années quatre-vingts dix, on commence à parler de politiques familiales de la vieillesse. Cependant cet intergénérationnel tend à placer le curseur plus sur les générations qui précèdent que sur celles qui suivent, plus sur l'aide aux aidants du parent âgé, que sur l'aide à l'autonomie des jeunes. Si c'est, bien évidemment, nécessaire, cela réduit l'intergénérationnel qui doit comprendre toutes les générations, donc bien sûr les jeunes.

Même s'il est extrêmement difficile, aujourd'hui, de chiffrer les transferts à l'intérieur de la famille et les transferts publics vers la famille, nombre d'études¹ montrent clairement une complémentarité entre aides publiques et aides privées

En ce qui concerne les solidarités familiales, elles s'expriment dans un registre très large. Cela va du soutien scolaire au prêt d'argent en passant par les aides au jardinage, le bricolage, les démarches administratives, le ménage, la cuisine, l'entretien du linge, le prêt de voiture, le soutien moral²...

Trois personnes sur quatre affirment avoir apporté leur aide morale ou matérielle à un membre de leur famille ne vivant pas avec elles. Cette aide va principalement à la famille proche et surtout aux parents, frères, sœurs, enfants avec lesquels on a vécu.

¹ Voir Bibliographie p.99 : ATTIAS-DONFUT C. 2000 ; CHAUVEL L. 1998 ; PITROU A. 1978.

² INSEE Première n°631 février 1999 (Emmanuelle CRENNER)

Les bénéficiaires de la solidarité familiale évoluent avec l'âge en même temps que la composition du réseau de parenté change et que les générations s'y succèdent. Mais on vient tout autant en aide à sa famille à 30 ans qu'à 60 ans.

Cependant, plus le niveau de vie est élevé, plus les aides à la parenté sont variées : 15 % des individus appartenant au quart des ménages les plus aisés ont rendu plus de cinq types de services aux membres de leur famille contre moins de 10 % des membres de la moitié des ménages les plus pauvres. De même les services rendus sont plus fréquents lorsque le niveau de vie du ménage est élevé.

S'il n'est pas surprenant que les dons d'argent soient proportionnels au niveau de vie du ménage, on aurait pu penser également que les prêts d'argent seraient facilités par l'existence d'un niveau de vie suffisant. Pourtant les ménages les plus aisés n'ont pas déclaré plus souvent avoir prêté de l'argent que les plus modestes. On imagine assez bien cependant que le montant n'est pas le même, seulement l'enquête ne nous permet pas de le savoir. Faire le ménage ou garder des enfants ne demande en revanche aucune contrepartie financière mais permet, au contraire, d'éviter à un parent de recourir à une aide extérieure à la famille qui, dans ce cas, aurait un coût. Ce n'est que la faiblesse de leur niveau de vie qui explique, qu'à première vue, les catégories les plus modestes (agriculteurs, ouvriers et inactifs) aident moins souvent leur famille. Malgré tout certaines aides sont plus souvent dispensées par les cadres et professions intellectuelles, particulièrement en mettant au service de leur famille leur bagage culturel (l'aide scolaire, les démarches administratives et le soutien moral). Ils participent aussi à l'entraide familiale par le biais d'aides plus ponctuelles comme les dons et prêts de toutes sortes.

Les employés ont plutôt tendance à effectuer des tâches pratiques (courses, lessive, garde d'enfants). Les ouvriers, quant à eux, semblent aussi proposer leur savoir-faire, puisqu'ils sont les plus nombreux à participer à l'aménagement, au bricolage et au jardinage.

Qu'elles travaillent ou non, les femmes sont plus présentes que les hommes sur le terrain de l'entraide familiale tant par la fréquence que par la diversité.

D'autre part, parmi les jeunes ne vivant plus chez leurs parents, les étudiants sont les plus aidés par leur famille¹.

Lorsque les jeunes ne vivent plus chez leurs parents, l'implication financière des familles reste forte, surtout pour les étudiants : entre 19 et 24 ans, neuf ménages étudiants sur dix bénéficient d'une aide régulière de leur famille, qu'elle prenne la forme de versements monétaires, d'une aide au logement ou de la participation aux dépenses alimentaires. De ce fait, le taux de pauvreté des ménages étudiants est très sensible à la prise en compte des aides reçues. Si l'on ne tenait compte que de leurs seuls revenus, 90 % d'entre eux seraient en dessous du seuil de pauvreté ; mais, ils ne sont plus que 20 % quand on inclut l'ensemble des aides apportées par la famille, occasionnelles ou régulières, financières ou en nature.

A contrario, ce sont les jeunes ménages dont les membres sont au chômage ou inactifs, non étudiants qui se trouvent dans la situation la plus précaire. Peu indemnisés en cas de chômage, moins diplômés et moins fréquemment aidés par leurs familles, ces ménages ont un risque de pauvreté élevé : près de 50 % après prise en compte des aides de la famille.

¹ INSEE Première n° 826 - février 2002. (Isabelle ROBERT-BOBBEE)

Concernant les transferts publics, ce sont les retraites par répartition, élément clé de la solidarité intergénérationnelle, qui ont transformé complètement la situation.

Aujourd'hui, les enfants reçoivent des aides de leurs parents, s'éduquent et se forment, puis devenus adultes, versent pendant leur vie active des cotisations sociales et des contributions fiscales qui leur permettront d'acquérir des droits au versement d'une retraite. Ils financent ainsi ceux qui les ont précédés tout en apportant des aides à leurs propres enfants. Le rééquilibrage se fait au moment de la cessation d'activité mais les retraités continuent d'aider leurs descendants tout en faisant en sorte de ne pas être « une charge » pour ceux-ci.

Les transferts publics fonctionnent donc dans le sens inverse des transferts privés, mais ceux-ci sont renforcés par ceux-là. Les aides publiques visent à réduire (de façon modeste mais réelle) les inégalités sociales entre les générations et au sein des générations. Les parents, de leur côté, déparentent leurs enfants selon des principes d'égalité, de mérite et de besoin.

Le problème vient de l'alourdissement des prélèvements et de la place croissante des personnes âgées dans la répartition des transferts publics (20 % du revenu national pour les plus de 60 ans) ainsi que du constat selon lequel les dépenses de santé évoluent très rapidement avec l'âge. Si l'on prend un indice base 100 pour l'ensemble de la population, on passe d'un indice 127 pour la tranche 50-59 ans à un indice 169 pour les 60-69 ans, puis 280 pour les 70-79 ans et 422 pour les 80 ans et plus.

Si l'on considère les difficultés d'entrée sur le marché du travail des jeunes, si on y ajoute que l'éducation (le diplôme) permettra moins que par le passé d'être protégé du chômage, et que les réformes des retraites leur sont moins favorables, on comprend l'inquiétude des jeunes.

Notre société doit donc investir simultanément pour les jeunes et pour les plus vieux. Le groupe de travail n'avait pas mandat de rechercher des pistes pour les jeunes, il ne peut que renvoyer aux rapports successifs du Commissariat au Plan, du Conseil Economique et Social ou de la Commission pour l'Autonomie des jeunes, ou tout dernièrement à celui de Laurent Wauquier, député.

Il y a là un élément clé pour l'avenir de notre pacte social : montrer à la jeunesse qu'elle est partie intégrante de l'intergénérationnel et que le curseur n'est pas uniquement en faveur des plus âgés. Cela passe par une réflexion sur les aides, la formation et l'accès au logement de cette tranche d'âge mais là aussi peuvent nous servir des expériences d'actions intergénérationnelles.

Cela exige également une attention toute particulière aux dysfonctionnements familiaux. Les familles, si elles sont le lieu du lien primaire, de l'humanisation et du développement, de la sécurité nécessaire, sont aussi un lieu de conflits, de tensions normales ou pathologiques, de maltraitance, de rupture des liens. Certains modes de vie, des conflits familiaux non résolus, des problèmes nés de recompositions familiales, la pauvreté, la dépendance de certains membres de la famille, voire la démence ou l'entrée en établissement spécialisé peuvent empêcher ou annuler les solidarités familiales.

Il y a moins de liens qu'autrefois, mais des liens plus forts, exclusifs, immédiats, protecteurs, enfermants parfois. Si la famille est la source d'intenses échanges entre les générations, ces

solidarités peuvent être subies par les familles comme une charge extrêmement lourde et accentuer les inégalités sociales. L'action des pouvoirs publics s'avère donc nécessaire.

Or les relations intergénérationnelles en dehors du cadre familial sont peu accompagnées par les pouvoirs publics. De nombreuses associations interviennent dans le champ des relations intergénérationnelles, mais elles manquent de soutien et leur activité n'est guère reconnue par les pouvoirs publics ni connue par les citoyens.

Transversales, novatrices et efficaces de nombreuses formes d'action développant des liens intergénérationnels ont vu le jour ces dernières années. Mohammed MALKI a ainsi constaté une diversification des publics visés de la petite enfance aux âges les plus élevés, dans tous les domaines d'action de la vie collective, à partir d'une demande sociale locale, portée par les initiatives venues de tous les milieux professionnels. Et, après plus de dix ans d'initiatives, l'intergénérationnel essaie aujourd'hui de s'inscrire, de plus en plus comme projet global où les collectivités territoriales et les acteurs locaux ont un rôle croissant, et s'efforce de promouvoir ce que d'aucuns appellent la mixité des âges ou la sociabilité intergénérationnelle.

La présentation d'une série d'initiatives permet de mieux comprendre ce qu'est une action intergénérationnelle, d'identifier les pratiques qui favorisent les solidarités entre générations et sont mises en œuvre de manière ponctuelle ou continue par des associations, des institutions ou des entreprises dans les domaines qui concourent à faciliter le quotidien des familles, à chacun des âges de la vie au regard des situations spécifiques, ou à des moments difficiles de la vie.

Raoul BRIET, Marc de MONTALEMBERT
Rapport de propositions remis à Monsieur Philippe BAS
Mai 2006.

L'intergénération : une démarche de proximité, des initiatives porteuses de futurs ?

LA SOLIDARITE ENTRE GENERATIONS, UN DEFI MAJEUR

Echange, choc, lien, rupture, solidarité, guerre, brassage, enfermement, jamais notre société, partagée entre inquiétude et espérance, ne s'est autant interrogée sur le vivre ensemble des générations. Deux facteurs majeurs entrent en jeu dans cette situation : la longévité et la crise de l'Etat providence.

La longévité, une chance et un défi

En 1900, l'espérance de vie à la naissance était de 46 ans, aujourd'hui, elle atteint, 83 ans pour les femmes et 76 ans pour les hommes. Au leur soixantième anniversaire, les femmes vivront encore en moyenne 26 ans et les hommes 21 ans. La longévité est une révolution en profondeur, un phénomène de civilisation inédit.

Nous pouvons espérer vivre longtemps, vivre mille et une aventures, tâtonner, échouer, recommencer, mûrir et réaliser un grand nombre de nos projets. Le parcours des âges se trouve ainsi remodelé. Les fonctions sociales et les valeurs culturelles qui leur étaient associées ont évolué. La longévité, c'est aussi vivre longtemps avec les siens et une chance de voir le monde changer, y participer et en être les témoins vivants. Non seulement, la mort est repoussée aux âges élevés, mais aussi la vieillesse et ses séquelles. Si l'on meurt de plus en plus vieux, c'est parce qu'on vit jeune plus longtemps.

Ces évolutions peuvent être considérées comme un facteur de renforcement des liens entre générations. Toutefois, il faut se garder de trop idéaliser les situations en raison de l'impact de l'environnement urbain, social, culturel et technique, qui pose autant d'obstacles à ces jeux relationnels. En effet, il existe maints facteurs de ségrégations des générations. Les plus âgés en sont les cibles les plus vulnérables.

La solidarité entre générations, un impératif politique

Une trouvaille historique capitale, notre Pacte social se trouve en panne depuis les années 1970-80. La cohésion entre générations se trouve ainsi mise à mal par plus de 25 ans de chômage endémique des jeunes et d'exclusion des travailleurs âgés. Bref, la population active occupée est rognée des deux bouts et centrée sur les 30-55 ans, les « nantis » de la crise mais aussi ceux qui en supportent le financement. Les difficultés se sont accumulées de bout en bout de la chaîne des âges : incertitudes sur l'emploi à tous les âges, sur l'avenir des retraites et peur des conséquences de la vieillesse. Le risque est grand de voir les français perdre confiance dans leur Pacte social.

La solidarité entre générations est devenue un sujet d'importance croissante et ne se limite pas aux seuls aspects financiers (transferts). D'autres dimensions et niveaux, indispensables à l'équilibre de notre société, doivent être pris en compte dans le débat public.

Les solidarités intrafamiliales

Contrairement au discours sur la montée de l'individualisme et le relâchement des liens familiaux, la famille reste le lieu privilégié où se joue la solidarité entre générations. Ces liens se sont transformés parallèlement aux évolutions de la famille et des interventions publiques. Outre les transferts financiers entre ascendants et descendants, ces solidarités s'expriment dans la vie quotidienne dans des relations affectives, des dons et des échanges de services divers.

Les solidarités extrafamiliales

De nouvelles formes d'échanges et de solidarité se sont développées ces dernières décennies sous l'enseigne de l'intergénération. Portées d'abord par les réseaux associatifs, notamment des retraités, et les acteurs de la gérontologie, ces actions ont connu ces dernières années d'importantes évolutions : élargissement vers de nouveaux publics, domaines et acteurs, diffusion à l'échelle du territoire et organisation en réseaux.

De plus en plus, les pouvoirs nationaux et territoriaux perçoivent positivement l'impact de ces actions sur le développement social local. L'enjeu est de renforcer et de créer une synergie entre les politiques publiques et le rôle des familles, ainsi que celui des réseaux de proximité.

DE NOUVELLES FORMES DE SOLIDARITE ENTRE GENERATIONS

L'intergénération est un terme nouveau pas encore reconnu par nos dictionnaires de langue. Mais, l'adjectif « intergénérationnel » se trouve désormais dans le dictionnaire Larousse Edition 2005 : « *qui concerne les relations entre les générations, solidarité intergénérationnelle* ». Sur le Web, la pêche est beaucoup plus fructueuse, en effet, le moteur de recherche Google vous propose 326000 références dont 147000 francophones.

Il y a encore peu de temps, la notion d'intergénération n'apparaissait pas dans la nomenclature de tous les acteurs concernés. Depuis, elle a fait son chemin. Explicitement ou implicitement, le lien entre générations est mis en avant dans leurs objectifs soit dans le cadre d'actions nouvelles soit d'anciennes actions dont la dimension intergénérationnelle se trouve ainsi mieux révélée et valorisée. Enfin, largement usitée dans le discours politique et social, la notion d'intergénération est en passe de devenir un véritable paradigme de pensée et d'action dans tous les domaines. Des colloques, des publications, des appels à projets et des concours lui sont aujourd'hui dédiés. Et, il n'est pas rare aujourd'hui de rencontrer parmi les élus locaux, l'élu(e) au « lien intergénérationnel ».

Un domaine marqué par ses origines

Bien souvent, l'intergénération est associée aux couples fameux « Personnes âgées résidents en institution et Enfants des écoles », « Retraités et jeunes en difficulté ». Cette association a partie liée avec l'histoire de l'émergence et des premières réalisations dans ce domaine.

Les EHPAD, l'ouverture sur l'environnement social

La prise en charge institutionnelle (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - EHPAD) s'appuie sur une culture familiale d'entraide. Outre la présence des familles aux côtés des professionnels, l'intervention de ces derniers n'est pas sans rapport avec cette culture qui fonctionne comme un cadre de référence normatif. Ce n'est pas un hasard si l'intergénération a été portée d'abord par les acteurs gérontologiques. La présence d'enfants devait atténuer les effets ségrégatifs de la vie dans le « monde clos » des institutions puisqu'elle reconstituait une sorte de cadre familial valorisant pour la personne âgée.

L'utilité sociale des retraités

Sur fond de crise économique des années 1980-90, des réseaux associatifs de retraités (Ex. : EGEE, ECTI, AGIR abcd, Jeunesse et entreprise, Compagnons du devoir, etc.) ont développé de nombreuses initiatives de soutien aux jeunes. Les aînés mettent à leur disposition leur temps, leurs expériences et leur savoir-faire. Les jeunes y trouvent une aide concrète dans leur démarche de formation professionnelle, de recherche d'un emploi ou de création de leur entreprise, un soutien moral et une relation affective parfois manquante. Les aînés retrouvent dans cet engagement altruiste leurs capacités d'action en s'investissant dans un projet valorisant et riche de rencontres et de découvertes.

Une diversification des pratiques

Tous les acteurs soulignent le rôle d'impulsion jouée par l'Année européenne des personnes âgées et de la solidarité entre les générations (1993) dans la visibilité de l'intergénération. Un véritable phénomène boule de neige, depuis, il a connu un développement rapide et un élargissement continu de ses frontières au-delà de ses localisations d'origine.

Une diversification des publics visés...

Presque tous les âges de la vie sont concernés, de la petite enfance aux âges les plus élevés. A titre d'exemples, on peut recenser des actions :

- de soutien aux jeunes mamans et leurs nouveaux nés, aux familles d'enfants handicapés, aux familles monoparentales, de grand-parrainage d'enfants ;
- de soutien scolaire, d'apprentissage de métiers pour les enfants et les adolescents, de tutorat et de parrainage professionnels de jeunes, y compris de jeunes diplômés ;

- d'aide à l'insertion des publics en difficulté (jeunes, bénéficiaires du RMI, chômeurs âgés...) ;
- d'accompagnement de personnes âgées ou handicapées à domicile ou en institution : visites à domicile, cohabitation entre personnes âgées et étudiants...

... des domaines d'action...

Presque tous les domaines de la vie collective sont désormais concernés : vie festive, culture, mémoires, insertion, formation, solidarité de proximité, parrainage, prévention, santé, transport, éducation, loisirs, sports, environnement, transport, habitat, nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTCI)...

Un point fort est à souligner. Ces initiatives, qu'elles soient inscrites dans une problématique familiale, éducative, sociale, culturelle, interculturelle ou urbaine, émergent toujours à partir d'une demande sociale locale.

... et des porteurs de projets

Au-delà des pionniers, les nouveaux porteurs de projets se recrutent désormais dans presque tous les milieux professionnels :

- Services territoriaux de l'action sanitaire et sociale, de l'insertion, Centres communaux d'action sociale (CCAS), centres sociaux, services de la politique de la ville ;
- La culture, l'éducation nationale, l'éducation populaire, ludothèques, associations culturelles diverses, offices de personnes âgées ;
- Des entreprises, leurs clubs et fondations, bailleurs et gestionnaires de logement.

Des stratégies d'action à effets structurants

Les débuts de l'intergénération ont été marqués par le caractère ponctuel des projets car les activités étaient tournées essentiellement vers des objectifs de rencontre et de convivialité. La tendance observée depuis plus d'une décennie est celle de l'apparition de stratégies d'action qui visent de produire des effets structurants à la fois sur le fonctionnement des organisations porteuses et sur leurs relations avec l'environnement social de proximité.

L'intergénération tente ainsi de s'inscrire de manière durable dans le cadre des fonctions spécifiques à chaque structure en tant que projet global. Il lui apporte un plus : dynamisme et opportunité de collaboration avec des partenaires. Ces stratégies d'action se déclinent selon trois formes plus ou moins complexes.

Des projets d'action en commun

Définition de stratégies de rencontres entre deux ou plusieurs structures plus ou moins voisines en mettant en contact leurs publics respectifs autour d'un ou plusieurs projets communs. *Exemple* : organisation annuelle d'un carnaval par les résidents d'une maison de retraite, les familles et les enfants d'une école.

Une polyvalence des activités

Diversification de l'offre de services ou d'activités d'un équipement collectif pour attirer un public ne fréquentant pas ses activités habituelles, l'objectif étant de favoriser son intégration aux autres publics usagers. *Exemple* : une maison de quartier ou un centre culturel accueillant des publics âgés en leur proposant des activités mieux ajustées à leurs attentes (gymnastique douce, jeux, atelier Internet, généalogie, etc.).

Des espaces intergénérationnels

Inscription de la polyvalence fonctionnelle dans l'organisation physique d'un lieu collectif en jouant les complémentarités. Ce qui suppose des investissements plus ou moins lourds selon les projets (réhabilitation d'un lieu ancien, conception nouvelle). *Exemple* : installation d'un atelier artistique, d'une salle de spectacle, d'une crèche ou halte garderie dans une maison de retraite, un foyer ou

encore un hôpital. Et pourquoi pas un centre de jour dédié aux enfants et personnes âgées dans une entreprise.

Une inscription dans le développement social local

Pendant longtemps, les collectivités territoriales ont abordé la question des personnes âgées sous l'angle de la production de services : **un besoin = un service = des professionnels dédiés**. L'action publique, loin de permettre l'intégration des plus âgés dans le corps social, a renforcé au contraire les effets négatifs liés à cette segmentation des services : isolement et enfermement sur le « groupe administratif ». Ce constat peut être élargi à d'autres publics, à d'autres services : petite enfance, aide aux familles, jeunes en difficulté, insertion.

L'impact de la décentralisation

Les actions intergénérationnelles souffrent encore des pesanteurs de ces cloisonnements. Cependant, le développement de dispositifs territoriaux, la décentralisation de l'action sociale, de l'action culturelle et de la formation professionnelle sont autant de facteurs qui rendent possible une **approche transversale** des problématiques en jeu et des publics concernés.

L'objectif était à la fois :

- **de mieux répondre aux besoins sociaux** en agissant sur les différents aspects des situations en jeu et en mobilisant les acteurs locaux concernés ;
- **d'assurer une plus grande efficacité à l'action publique** en optimisant l'emploi de ressources rares et en développant des synergies à l'échelle du territoire.

Le vivre ensemble, un projet politique local

Les collectivités territoriales, en particulier les communes, se sont révélées les plus actives et les plus innovantes dans le domaine du **vivre ensemble**. Elles se sont engagées dans un mouvement sans précédent de consultation des habitants, de renforcement des initiatives repérées sur leur territoire, d'impulsion de nouvelles et de mise en réseau de leurs porteurs.

Cette dynamique a impliqué divers services municipaux et territoriaux, et d'autres acteurs locaux, notamment les associations. Elle a donné lieu dans certains cas à la mise en place de véritables stratégies d'action globale déclinées selon différents thèmes : habitat, culture, animation, action sociale, éducation, insertion, transport, NTIC...

Ces stratégies innovantes s'appuient d'une part sur une réorganisation des services municipaux vers plus de transversalité et de synergie, et d'autre part sur un management des ressources humaines fondé sur une sensibilisation et une formation des personnels à la thématique du vivre ensemble.

QU'EST-CE QU'UNE ACTION INTERGENERATIONNELLE ?

En examinant toute la littérature produite à l'enseigne de l'intergénération, aucune définition un tant soit peu claire et précise, n'apparaît. L'intergénération reste une notion confuse, un domaine flou, aux frontières mouvantes et incertaines. L'intergénération un mot *joker* ? Et pourtant, dans une société comme la notre, tous les individus sont saisis dans les mailles du Pacte de solidarité entre générations. Certains en vivent, d'autres en souffrent, bref, il est l'un des enjeux les plus importants de notre société. Les conditions historiques d'émergence de cette démarche réduisaient le terme d'intergénération aux âges extrêmes. A cela, il faut ajouter que le terme de génération lui-même n'est pas sans poser problème (~~voir intervention de Jean-Pierre Bois historien~~).

Les actions intergénérationnelles peuvent concerner tous les groupes d'âges, de l'enfance aux âges les plus élevés. Elles sont **hétérogènes** de par leurs domaines d'action et leurs porteurs de projets, de par leurs formes d'organisation et leurs objectifs. Elles peuvent aller d'une simple occasion de rencontre conviviale, limitée dans le temps et dans l'espace, à une action plus ambitieuse, pérenne, voire à une stratégie d'action globale à l'échelle d'un territoire.

Deux cultures différentes

Les projets intergénérationnels peuvent être conçus selon deux manières bien distinctes mais qui peuvent se croiser :

- sur fond d'un **diagnostic négatif** : isolement, insécurité, conflit, échec scolaire, difficultés d'insertion des jeunes ;
- selon une **optique positive** : rencontre, échange, épanouissement individuel, bien-être collectif.

Cette dernière perspective est plus récente, moins marquée par la culture caritative et militante de la première, elle connaît des développements remarquables.

Un levier de transformation socioculturelle

Les actions intergénérationnelles ont pour finalité :

- de rompre avec la culture du « **jeunisme** » et de son opposée l'« **âgisme** », facteurs de discrimination et de frustration ;
- de **mieux appréhender le parcours de vie** et faire prendre conscience aux individus des réalités de l'âge : la vie a un sens au-delà des 40 ans, la vieillesse n'est pas synonyme de maladie et d'handicap ;
- de considérer le « vieillissement » comme une **ressource à mieux valoriser** et non pas comme le signe d'handicaps pour les individus concernés et de déclin général de notre société.

Des critères à mieux prendre en compte

Une action intergénérationnelle significative doit remplir quatre conditions qui sont autant de clés de réussite :

- **S'inscrire dans une réalité sociale** en rendant visibles des besoins sociaux non satisfaits ou émergents et en améliorant le bien-être collectif ;
- **Mieux prendre en compte les motivations et les attentes des participants**, facteur d'implication : épanouissement, autonomie, convivialité, envie de découvrir ;
- **Valoriser les savoir-faire et l'engagement des participants** en faveur de l'amélioration du « bien-être » collectif ;
- **S'assurer des conditions de pérennisation** soit de l'action elle-même si nécessaire soit de la finalité du projet en jouant sur ses multiples déclinaisons possibles.

L'INTERGENERATION, UNE DEMARCHE A MIEUX SOUTENIR

Loin d'un simple effet de mode, les actions intergénérationnelles sont ancrées dans des réalités sociales fortes qu'elles tentent d'améliorer. Elles sont ainsi facteurs de dynamismes individuels, de reconstruction des liens sociaux et de redécouverte de la citoyenneté. Dès lors, comment passer de l'action locale ou du site pilote à une stratégie de diffusion au plus grand nombre ?

Mieux les reconnaître

L'intergénération souffre encore d'un problème de reconnaissance et de légitimité auprès des pouvoirs politiques, des institutions et des mécènes dont l'action est souvent structurée en fonction de domaines étanches et de publics bien ciblés.

Des soutiens financiers à mieux assurer

Etant à cheval entre plusieurs domaines et mettant en jeu des publics divers, les soutiens financiers sont difficiles à obtenir et aléatoires. Outre le découragement ressenti par les porteurs de projets, cette situation nuit au développement des actions et à leur pérennisation.

Des outils méthodologiques à développer

Les porteurs de projets rencontrent souvent des difficultés dans la mise en œuvre de leurs actions. Outre les volets habituels du montage d'un projet, l'objectif de mise en relation de publics d'âges différents n'est pas suffisamment préparé. Une culture du « charme de la rencontre » y prédomine.

Des initiatives à valoriser et à diffuser

Les actions intergénérationnelles sont souvent locales et peu connues au-delà de leurs sites de réalisation. D'où la nécessité de repérer, d'analyser et de diffuser les meilleures initiatives afin de faire partager l'esprit qui les anime au plus grand nombre.

L'Etat, un rôle d'impulsion et de coordination

Intervenant surtout dans la gestion du Pacte social global et le soutien aux familles, les pouvoirs publics nationaux se sont jusqu'à présent peu intéressés à ces nouvelles solidarités.

L'intergénération, c'est l'affaire des « vieux »

L'organisation des ministères par domaines et parfois par publics ne rend pas moins difficile la reconnaissance d'une démarche dont l'un des traits d'originalité est sa transversalité. Des missions interministérielles, telles que « la famille », la « ville et le développement social », existent bien, mais l'une et l'autre sont trop centrée sur l'enfance, la jeunesse et les familles. Des ouvertures se font jour, mais les seniors n'y trouvent pas encore une place à la mesure de leurs rôles dans la famille (génération pivot) et dans la cité (acteur social). Il est à souligner un intérêt ancien et croissant pour cette démarche du ministère de la Santé et de la protection sociale et du secrétariat d'Etat aux Personnes âgées. Le guide confié à Accordages, le Concours national lancé en mai 2004 et le colloque national de septembre 2005 l'attestent bien.

Une démarche à mieux intégrer par les politiques publiques nationales

Mais, il se peut bien que nous soyons-là à un moment charnière. L'intergénération n'est plus le secteur pauvre ou gentillet qui serait réservé aux réseaux gérontologiques... Il n'a plus pour unique objectif la valorisation du rôle social des aînés. Il est bien plus que cela : une éthique et une dimension forte de la cohésion sociale à promouvoir à l'échelle de toutes les politiques publiques. Faire partager cette éthique et cette démarche à l'ensemble des ministères implique de construire des orientations communes, de mobiliser leurs réseaux territoriaux, de repérer et de valoriser les projets innovants, et enfin, d'encourager l'échange d'expériences.

Les collectivités locales, un acteur stratégique

Le vivre ensemble des âges ne dépend pas uniquement de démarches individuelles ou d'acteurs de terrain. D'autres facteurs peuvent en faciliter la réalisation ou, au contraire, y faire obstacle : l'urbanisme et l'aménagement du territoire, la proximité résidentielle, les espaces de rencontres, les services territoriaux, les équipements sociaux et culturels... C'est dire l'importance des collectivités locales dans ce domaine. Elles peuvent et doivent jouer un rôle stratégique dans ce domaine en initiant une dynamique globale et cohérente sur leur territoire :

Soutenir et valoriser les actions locales et les projets fédérateurs

- Par un **soutien financier et logistique** : mise à disposition des moyens administratifs, communicationnels, techniques et matériels des services territoriaux ;
- Par un **soutien humain** : mise à disposition d'emplois aidés et avec une mobilisation des professionnels des services et des relais locaux (accompagnement méthodologique, animation).

Favoriser les partenariats locaux

Les collectivités territoriales ont les moyens et l'envergure pour développer des stratégies globales et pérennes à l'échelle du territoire : créer les conditions de rencontres entre les acteurs et fédérer les initiatives...

Favoriser la transversalité des services

- Eviter les cloisonnements des services par types de publics, groupes d'âges et secteur résidentiel ;
- Promouvoir la formation du personnel en tant qu'acteur de développement social : capacités d'intervention pour accueillir des projets, les accompagner.

Favoriser la participation des habitants au bien-être collectif

Mettre en place de nouvelles méthodes d'intervention fondées sur la concertation et la consultation avec les habitants pour mobiliser ces derniers autour de projets porteurs de bien être collectif.

Les associations, un acteur fort à mieux soutenir

Les associations sont un levier d'action particulièrement dynamique en faveur des liens sociaux, de la solidarité et de la citoyenneté. C'est le cœur de leur mission historique. Les relations entre générations entrent tout naturellement dans leur champ d'action.

Trois cas de figure existent :

- Associations à vocation intergénérationnelle de fait ou en raison d'une volonté affichée ;
- Associations qui intègrent cette dimension sans en faire un thème central ;
- Associations de retraités investies dans cette démarche source de dynamismes et d'ouverture de leurs adhérents.

Cependant, plusieurs évolutions tendent à relativiser ce rôle :

Un certain « consumérisme associatif »

Ce phénomène se trouve dans des associations plus tournées vers la satisfaction de leurs membres : associations de défense d'une catégorie sociale, sportives, culturelles et de loisirs, des associations de jeunes mais aussi de seniors, type clubs du 3^e âge.

Une standardisation des activités

Cette spécialisation s'explique par leur insertion dans des dispositifs publics, notamment territoriaux, destinés à certaines populations cibles : prévention, insertion, intégration des migrants, loisirs, etc.

Cette stratégie a conduit à une certaine forme de spécialisation par public et une standardisation des activités : *hip hop* pour les jeunes, *scrabble* pour les plus âgés.

Un problème intergénérationnel au sein même des associations

Le risque de voir les associations reproduire le clivage des âges au sein de leur équipe est réel. Ce constat ne manque pas de poser de sérieux problèmes de relève générationnelle. Une démarche volontariste est nécessaire :

- ***Inciter les associations à développer des projets intergénérationnels***, sans mettre en place des dispositifs nouveaux au risque de voir apparaître des projets sans liens avec une véritable préoccupation de terrain ;
- ***Favoriser la rencontre des réseaux associatifs jeunes/seniors*** par le biais des échanges d'expériences, de l'établissement de partenariats par projets ;
- ***Assurer les conditions d'une dynamique intergénérationnelle*** au sein des associations par l'accueil, l'initiation et la formation des jeunes aux responsabilités associatives ;
- ***Mettre à disposition des associations des centres de ressources***, lieux d'information, banque de données sur l'intergénération, formations dédiées au personnel associatif, aide au montage de projets.

En conclusion, l'intergénération n'est pas un effet de mode, ni une cerise sur le gâteau, c'est une démarche porteuse de dynamismes tant au niveau de l'action publique, notamment territoriale, de celle des autres acteurs locaux, que de l'engagement citoyen des habitants. Elle est à organiser, à soutenir, à valoriser, à diffuser afin de passer de l'action locale ou du site pilote à une véritable stratégie d'élargissement de cette démarche et de ses valeurs au plus grand nombre.

Outre les préconisations indiquées ci-dessus concernant le rôle des pouvoirs publics nationaux et territoriaux, des acteurs économiques et sociaux, l'échange d'expériences, des démarches et des outils d'action devient une nécessité afin de faire épanouir les valeurs et le potentiel de l'intergénération.

Telle est la démarche développée par l'association Accordages.

Mohammed MALKI
Délégation interministérielle à la Famille
23 février 2006

Des initiatives nombreuses et diverses

Accordages

Accordages

Association Loi 1901 née en 2000. Accordages s'est donnée pour objectif de favoriser la démarche intergénérationnelle, en tant que choix de société, d'optimiser la montée en qualité des réalisations et de mettre en réseau les acteurs concernés.¹

Un projet intergénérationnel ne s'improvise pas. Pour s'inscrire dans une demande sociale, répondre à des objectifs opérationnels, fédérer les acteurs et partenaires concernés, associer les publics ciblés, assurer un cadre organisationnel pertinent, des ressources matérielles et humaines, un plan de communication et des outils d'évaluation un accompagnement méthodologique des porteurs de projets s'avère nécessaire. De même la mise en réseau des actions et de leurs porteurs est importante. C'est ce que propose Accordages par :

- ❖ Un service de conseil, étude, conduite de projets, formation, conception et organisation d'événements tels que colloques et concours ; animation de groupe
- ❖ Un site Internet gratuit dédié à l'intergénération : www.accordages.com lancé en 2004. Il diffuse et collecte des informations. C'est un outil interactif d'aide aux acteurs de l'intergénération, un réseau d'échange d'expériences et de savoir-faire.

¹ cf. Mohammed malki, 2005, *L'intergénération : une démarche de proximité*. La Documentation Française.

² cf. fiche de « La Semaine bleue. »

Quelques actions soutenues par Accordages :

❖ Solidarité de proximité :

Dosansol (Domicile Sans Solitude) : visiteurs bénévoles à domicile à Châteauroux.

A partir d'un constat sur l'isolement des personnes âgées vivant en ville, la nécessité pour elles d'avoir de la compagnie est apparue, d'où la création d'un réseau de visiteurs, animé par l'OPR (L'Office des Personnes à la Retraite). La moyenne d'âge des bénéficiaires est de 87 ans. Ils vivent seuls et souffrent de handicaps physiques aggravant leur isolement. Trente d'entre eux sont régulièrement visités deux fois par semaine de 2 à 3 heures par vingt bénévoles visiteurs, tous âgés de plus de 50 ans (73 ans en moyenne.)

Ce projet a reçu le prix spécial du jury du comité d'entente de la Semaine bleue en 1995.²

❖ Accompagnement éducatif et professionnel :

L'outil en main à Troyes et à Vitry : initiation aux métiers du patrimoine pour des enfants.

Démarrage en 1987 dans le cadre de visites de chantiers. Répond au constat de la crise des vocations frappant les métiers manuels. C'est une initiation découverte qui s'adresse à des enfants de 9 à 14 ans aimant bricoler et souhaitant apprendre. L'association leur permet de rencontrer des hommes de métiers : compagnons, artisans, ou ouvriers qualifiés à la retraite, et de découvrir des ateliers et des outils. Un diplôme est remis à la fin de l'initiation qui dure 2 ans.

Association loi 1901 « Vieillir, c'est vivre ! », présidée par Paulette Guinchard, ancienne Secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées, son but : **créer un mouvement citoyen visant à mettre en valeur les rapports entre générations, à changer notre regard sur la société et son organisation.** L'association initie, soutient et développe toute action visant à ouvrir notre société à tous les âges. Pour ce faire elle organise l'Opération « Cafés des âges ».

OBJECTIF D'UN « CAFE DES AGES »

Le « **café des âges** » est un lieu de débats - ponctuel et non continu - entre les générations et à propos des relations entre les générations. Il offre un cadre interactif aux différents acteurs concernés (citoyens, élus, opérateurs de terrain, universitaires, retraités, associations, familles). L'objectif est d'associer directement les personnes concernées ainsi que leurs familles, de même que tous ceux qui s'interrogent ou veulent réfléchir et agir. Il y a donc bien un véritable projet de société qu'entraîneront les « cafés des âges » qui permettront de transcrire cette(ces) parole(s) ; ce projet est de travailler sur *les* générations et les liens *entre elles*.

L'Opération « **Cafés des âges** » offre à tous les acteurs une meilleure connaissance mutuelle, ce qui facilite les actions et dégage des synergies, influe sur les politiques publiques.

A ce jour, 165 cafés des âges sont recensés (réalisés ou en projet), dans la moitié des départements français.

Le texte d'appel « vieillir, c'est vivre ! » est disponible sur le site Internet : www.agevillagepro.com/sitepro/cafedesages/index.html

Déroulement d'un Café des âges

Rencontre de 2 h.

- ❖ Lecture de l'appel « Vieillir, c'est vivre : dites-le ! »
- ❖ Débat général à partir de l'appel (avis des uns et des autres, témoignages, besoins non couverts ou émergents, expériences innovantes ou novatrices, etc.).
- ❖ Conclusions (préconisations) tirées par l'animateur du « café des âges », ainsi que par les éventuels décideurs institutionnels présents.
- ❖ Signature de l'appel « Vieillir, c'est vivre : dites-le ! » par les participants du « **café des âges** ».

Verre de l'amitié, qui permettra de continuer d'échanger autour de projets qui pourraient émerger...

Café des âges de Guingamp

Organisateur : Une association de services d'aide à domicile et de soins à domicile a été le support.

Participants : 11 personnes entre 33 et 85 ans dont 4 professionnels.

Débat :

- ❖ Avoir 60 ans c'est le premier pas vers la vieillesse. A 80 ans on s'oriente vers la porte de sortie.
- ❖ Etre vieux, c'est quoi ? L'âge ? Une association entre âge et moins bonne santé ?
- ❖ Il faudrait des éducateurs de la vieillesse.
- ❖ Différences entre femmes et hommes par rapport à la vieillesse.
- ❖ l'individualisme, c'est la recherche de la jeunesse éternelle.
- ❖ la solidarité entre les générations, c'est le plaisir d'être ensemble.

Il faudrait donner la possibilité d'échanger en dehors des familles : osons vivre parce que vieillir, c'est une chance

La Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole, CCMSA.

C'est l'organisme national unique de protection sociale légale et complémentaire des professions agricoles (salariés et exploitants ainsi que leurs familles).

La MSA met à la disposition de tous des informations sur son site Internet :

www.msa.fr

Outre le développement d'actions intergénérationnelles dans le cadre de démarches de développement social local ou encore de programmes développés en direction des jeunes retraités, la CCMSA a mis en place un appel à projet destiné à soutenir des initiatives de jeunes, dont nombre d'entre elles visent à développer les liens entre les générations.

« Pêches, pommes poires, abricot. », Gers (32)

Des élèves en formation « Services aux personnes en milieu rural » et en horticulture veulent créer avec des résidents de la maison de retraite voisine de leur établissement, un jardin thérapeutique et un atelier « cuisine des produits du terroir ». Les personnes âgées seront sollicitées pour faire part de leurs diverses connaissances. Cette initiative facilitera l'interconnaissance des générations, et le partage de moments conviviaux. Ce jardin est aussi appelé à constituer un lieu de détente pour les résidents de la maison de retraite.

1^{er} prix « Projets jeunes » 2006 de la CCMSA. Bourse de 3 000 euros.

« Des mains et des couleurs », Finistère (29).

5 jeunes souhaitent recueillir le témoignage d'ainés appartenant au club d'anciens de leur commune sur la teinture de tissus et leur utilisation. Ils feront également une recherche sur l'utilisation des plantes tinctoriales au Burkina Faso (suite à une exposition organisée par la mairie) Ils présenteront ces différents savoirs lors d'une exposition en association avec deux écoles et le centre aéré.

6^{ème} prix « projets jeunes » de la CCMSA 2006, bourse de 2 000 euros.

« Look et apparences », Tarn et Garonne (82)

Des jeunes filles souhaitent **changer les regards et les représentations entre générations et favoriser le dialogue entre tous les habitants d'une commune, jeunes et moins jeunes**. Leur projet est de créer un spectacle, sur le thème du look et de l'apparence. Une exposition sur la vie du village circulera également dans les différents lieux de vie et de rencontre.

16^{ème} prix « Projets jeunes » 2006 de la CCMSA, bourse de 1 500 euros.

Les Centres Sociaux et socioculturels se veulent des lieux de proximité ouverts à tous, sans discrimination, proposant un accueil convivial. Pour ce faire, avec l'appui des CAF, leurs actions se déclinent dans les champs d'intervention suivants:

- ❖ Education populaire.
- ❖ Développement social et local.
- ❖ Economie sociale et solidaire.

La Charte Fédérale des Centres Sociaux et Socioculturels de France est disponible sur le site Internet : www.centres-sociaux.asso.fr

Exemples de démarches pour des solidarités intergénérationnelles :

- La place des centres sociaux dans la question du vieillissement des personnes – un référentiel pour conduire les actions (Fédérations des CS du Nord et du Pas de Calais) ;
- Quinzaine partenariale Solitaires, Solidaires ? – Grandir et vieillir ensemble ! » mars 2005 (Fédération de Dordogne – Périgord) ;
- « Vieillir dans le Bazois avec les autres », centre social de Châtillon en Bazois, Nièvre ;
- « Capital vieillesse – la population âgée, un atout pour la vie sociale des territoires » 2 centres sociaux des Mauges, Maine et Loire¹

Les centres sociaux accueillent de nombreuses actions menées - par des groupes de parents et avec des associations et les CAF - dans le cadre des Réseaux d'écoute, d'accueil et d'appui aux parents (REAAP). Ils s'efforcent d'articuler ainsi soutien à la fonction

parentale et solidarités intergénérationnelles, autour du processus éducatif tout au long de la vie.

Leurs objectifs.

- ❖ Le développement d'une citoyenneté active dans une société civile qui change
- ❖ Le travail associé au service du projet
- ❖ Le développement économique et l'appui aux Centres Sociaux et socioculturels
- ❖ L'expression et la communication politique du réseau

Mise en place des Espaces Accueil Familles (EAF)

C'est un espace qui fédère les questions, actions et activités qui ont trait à l'ensemble de la famille.

Un EAF est :

- ❖ un espace d'accueil (écoute, soutien psychologique) ;
- ❖ un espace d'information (juridique, sociale, logement, etc.) ;
- ❖ un espace d'orientation (vers institutions, partenaires, autres instances) ;
- ❖ un espace de lien social : lieu d'échanges et de rencontres (groupes de paroles, réflexion, etc.) ;
- ❖ un lieu de responsabilisation et d'apprentissage de la citoyenneté.

¹ Cf. "Vieillir dans son quartier dans son village - des aménagements à inventer ensemble", FCSF / Fondation de France, 20 février 2004. Rapport final de l'opération réalisée en 2002-2003 par la FCSF avec des fédérations et 6 centres sociaux.

Comité de parrainage

Il a été constitué par Christian Jacob, Ministre en charge de la Famille en mai 2003 et est nommé pour 3 ans.

La Charte du Parrainage d'enfants en France et son guide pratique ont fait l'objet d'une publication officielle (arrêté du 11 août 2006 publié au JO du 30 août)¹.

Les choix

Le parrainage repose sur 8 principes :

- ❖ démarche volontaire et concertée de tous les acteurs.
- ❖ Bénévolat des parrains.
- ❖ Volonté d'engagement dans la durée.
- ❖ Respect de la place et de la vie privée de chacun – parrain/parent/enfant.
- ❖ Souplesse et adaptabilité des propositions en fonction de chaque histoire.
- ❖ Formalisation des engagements réciproques dans un convention signée de tous.
- ❖ Accompagnement par l'association ou le service qui le met en œuvre.
- ❖ Partenariat avec les services spécialisés.

le parrainage s'inscrit réellement dans une démarche de solidarité, de soutien aux familles, de soutien à la parentalité.

Association Grands-parents Bis, Valence (26).

Elle met en relation des familles éloignées de leurs « générations 3 », et des seniors ayant un peu de temps à partager, pour accompagner un enfant à la manière des grands-parents.

Les principes :

- ❖ Lutter contre l'isolement.
- ❖ Créer une passerelle entre les générations, pour contribuer à l'épanouissement de l'enfant, et au « bien vieillir » des seniors.
- ❖ Aider à la fonction parentale.
- ❖ Pour faciliter les relations, choix de la proximité dans la limite de deux départements.

Les acteurs :

- ❖ Des enfants de tous âges, de milieux variés.
- ❖ Des parents conscients du « chaînon manquant » mais ayant résolu les problèmes de garde.
- ❖ Des seniors entre 50 et 70 ans, aux profils très variés ;
- ❖ Une équipe de bénévoles (dont un psychologue) qui informe les intéressés (parents, enfants et grands-parents bis), fait leur connaissance de manière approfondie (motivations, disponibilités, etc.), les met en relation ; aide à bâtir un projet commun, suit l'évolution de leur histoire.

¹ En ligne sur www.famille.gouv.fr rubrique parrainage.

L'intergénération au Québec

Une visioconférence a permis le dialogue entre diverses personnes de Montréal, de Québec et de Paris autour du thème de l'intergénérationnel. C'est ainsi qu'ont échangé, depuis le Québec, des représentants : du Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF) ; de la direction des Politiques et Programmes du MFACF ; une chercheuse du Partenariat des recherches « Familles en Mouvement et Dynamiques intergénérationnelles » et la direction des Personnes âgées en perte d'autonomie du Ministère de la Santé et des Services Sociaux, et depuis Paris le Rapporteur du groupe de travail « La société intergénérationnelle au service de la famille » et des représentants de la Délégation interministérielle à la famille.

Les maisons des grands-parents

La première maison des grands-parents a été créée en 1992.

Sa création partait d'un double constat exprimé par les jeunes et les grands-parents :

- Les grands-parents se trouvaient éloignés de leur famille ;
- Les jeunes reconnaissaient avoir besoin de leurs aînés pour leur disponibilité, leur écoute, leur sagesse.

A travers leur implication auprès des autres générations, les aînés brisent leur isolement, jouent un rôle actif dans la société et transmettent des valeurs importantes dans leur milieu.

L'intervention des aînés auprès des familles et des jeunes s'inscrit dans une approche globale en complémentarité avec les intervenants professionnels, des réseaux social, scolaire, communautaire et institutionnel. Les familles et les jeunes sont accueillis chaleureusement.

Les objectifs de ces maisons sont de :

Créer des liens entre les générations et prévenir les conflits ;

- Promouvoir et développer l'entraide familiale et générationnelle ;
- Favoriser le partage de l'expérience des aînés ;
- Transmettre les valeurs du patrimoine.

Les maisons des grands-parents sont des lieux d'actions communautaires intergénérationnelles.

A Villeray, la maison des grands-parents, carrefour des générations, propose des activités multiples aux familles, dans l'esprit « *des aînés auprès* » :

- Des enfants ;
- Des adolescents ;
- Des parents.

Mais aussi, « *les aînés en service à la communauté* » :

- Accueil ;
- Bibliothèque
- Bulletin « Mémoire collective » ;
- Centre d'accès communautaire à Internet ;
- Chant intergénérationnel.

A Trois Rivières, depuis novembre 2001, un groupe de grands-parents et des personnes ressources (Centre de bénévolat Laviolette) se sont réunis pour créer une Maison des grands-parents. Les objectifs étaient de :

- Offrir des services dans une optique dynamique ;
- Briser l'isolement et créer un lieu intergénérationnel.

Cette maison développe des activités depuis novembre 2002.

Accueil, écoute, aide sont proposés aux jeunes et aux ados via des ateliers d'activités créatrices. Cela développe un « vivre ensemble », crée des liens durables entre jeunes et aînés.

Ces deux équipements possèdent chacun un site Internet :

Villeray, sur www.mgpv.org

Trois-Rivières, sur www.familis.org

Les maisons intergénérationnelles.

C'est bien connu, les enfants restent de plus en plus longtemps à la maison et les grands-parents, souvent pour se sentir plus en sécurité, délaissent leur demeure et se dirigent vers les résidences pour personnes âgées. Que faire alors pour faciliter la vie de « l'éternel étudiant » ou pour faire disparaître le sentiment d'insécurité qui inquiète les grands-parents qui vieillissent ?

C'est en partant de ce constat que les élus de la ville de Blainville (dans les Basses Laurentides, au Québec), qui compte 30 000 habitants, ont adopté un règlement d'urbanisme permettant la construction de maisons intergénérationnelles.

De quoi s'agit-il ?

La maison intergénérationnelle s'édifie à partir de la résidence individuelle de la famille qui y adjoint une ou des pièces qui permettront aux grands-parents ou aux jeunes étudiants, de vivre sous le même toit que leur famille mais avec une intimité plus grande. Blainville a développé une politique communale familiale qui a fait d'elle la « métropole de la famille » ; cette décision s'inscrit dans le droit fil de sa réputation. Des normes sont fixées : pas plus de deux étages et un volume en rapport avec les autres habitations individuelles de la ville. D'ores et déjà des promoteurs se sont intéressés à ces initiatives et s'interrogent pour construire des maisons neuves sur ce principe.

Cette initiative a fait l'objet d'une proposition de loi qui a été adoptée par l'Assemblée nationale : Blainville a ouvert la route, le Québec suit.

Les premières familles qui ont bénéficié de ces hébergements se disent satisfaites, elles ont trouvé là une bonne solution à leur logement.

Le programme nouveaux horizons.

Lancé en 1972 ce programme appuie l'engagement du gouvernement du Canada de renforcer les assises sociales du pays et de contribuer au bien-être des particuliers, des familles et des collectivités.

Ses objectifs :

- Mobiliser les compétences, l'expérience et les connaissances des aînés grâce au bénévolat, à l'encadrement et au leadership civique ;
- Donner aux aînés la possibilité de participer activement à leur collectivité et d'acquérir de nouvelles connaissances pratiques, afin de réduire le risque d'isolement.

Les aînés qui mènent des activités et des projets profitant à d'autres aînés, aux groupes vulnérables et à leur propre collectivité sont alors habilités.

Les réalisations financées au Québec en 2004-2005 :

- Projet S.A.G.E.S. (Solidarité, Amitié, Générations, Entraide, Services). Il vise à améliorer la vie communautaire des aînés, par des services rendus par des aînés, amis ainsi qu'à favoriser les rapports entre les aînés, les adolescents, les jeunes adultes et les familles d'une même ville. Par des activités rassemblant plusieurs générations au cours de manifestations locales et la participation active des personnes aux actions, le programme permettra de réduire l'isolement social et favorisera les contacts entre générations.
- Health Action Theatre by Seniors (HATS) : préparation entre des aînés et des jeunes de pièces de théâtre sur la santé et le bien-être des jeunes et des aînés.

Le mentorat

Le **mentorat** établit une relation, entre deux individus, qui se bâtit sur la connaissance mutuelle des êtres en présence. Afin d'être profitable aux deux parties et de rencontrer les objectifs définis, la relation mentorale se doit d'être une relation d'écoute, de soutien, et de partage.

Le **mentor** est une personne d'expérience qui investit sa sagesse acquise, son expertise valorisée pour la transférer à d'autres moins expérimentées. Par le transfert de ses compétences, ses connaissances et sa vision de la vie à un plus jeune, le **mentoré**, le **mentor** soutient ce dernier dans la réalisation de ses objectifs personnels et professionnels.

Le **mentoré** est une personne, un jeune bien souvent, en quête d'accomplissement personnel et professionnel, motivée par l'idée d'utiliser les connaissances, les habiletés, les valeurs offertes par un senior, pour favoriser la réalisation de ses objectifs personnels et professionnels.

La **relation mentorale** se caractérise par l'ouverture à l'autre, la réciprocité, la gratuité et le volontariat. Elle se développe à long terme, suffisamment pour faciliter le vécu des transitions personnelles et professionnelles, permettre la réalisation de soi et contribuer au développement des deux personnes impliquées.

Le **mentorat** peut se développer dans le cadre de programmes formels, lorsqu'une organisation favorise ce mode d'apprentissage et de développement personnel et professionnel. L'encadrement par des règles d'éthique valorise le mentorat. Celles-ci doivent être définies en fonction des objectifs recherchés.

www.mentoratquebec.org

Du Québec à la Belgique, des maisons intergénérationnelles à Liège.

5 maisons intergénérationnelles ont ouvert leurs portes en mars 2006 aux habitants **d'un quartier de Liège**.

Cette réalisation s'inscrit dans un **projet social innovant** et collectif visant à insuffler une nouvelle dynamique de quartier qui réponde aux besoins de la population.

Elle est le fruit du travail mené par une équipe d'animateurs intergénérationnels créée par l'Echevinat des services sociaux en 2000.

Leur action sur le terrain a permis la concrétisation d'initiatives de mise en relation de jeunes avec des moins jeunes, levier de changement du regard porté sur les relations entre les générations. À terme ce changement facilite l'entraide et les échanges entre les âges. De multiples activités favorisent cette rencontre entre les âges et les générations.

Lire et faire lire

Lire et faire lire

Programme mis en place par l'Office des Retraités de Brest et remarqué il y a une vingtaine d'années par Alexandre Jardin dans le cadre de son association « Le Relais Civique ».

C'est un programme périscolaire d'ouverture à la lecture et de solidarité intergénérationnelle.

Objectifs.

- ❖ **L'échange intergénérationnel** destiné à **favoriser le dialogue entre des enfants et des retraités.**
- ❖ **Educatif et culturel**, en appui à l'enseignement.

Son fonctionnement.

Ce programme fonctionne sur la base du **volontariat de tous les intervenants, retraités, enseignants et élèves.** Il s'inscrit dans les priorités relatives au développement de la lecture et de la maîtrise de la langue.

Des séances de lectures à haute voix sont organisées en petits groupes (2 à 5 enfants), une ou plusieurs fois par semaine, durant toute l'année scolaire dans une démarche axée sur le plaisir de lire et la rencontre entre les générations.

Les coordinations départementales organisent des **réunions de préparation, d'évaluation, d'échanges, de formation et de bilan** auxquelles le lecteur bénévole est invité à participer.

Les bénévoles :

2000/2001 : **3 000 bénévoles**

2004/2005 : **10 300 bénévoles**

90% sont des femmes, **10%** des hommes

La répartition par âge¹ :

- 50/54 ans: 8,75%
- 55/59 ans: 22,32%
- 60/64 ans: 32,35%
- 65/69 ans: 15,93%
- 70/74 ans: 9,44%
- 75 ans et plus : 3,74%

Les enfants :

Le programme Lire et faire lire a touché entre **100 000 et 150 000 enfants** en 2004/2005.

Dans les écoles primaires, à la demande des enseignants, en cohérence avec les pratiques pédagogiques, des retraités bénévoles stimulent le goût de la lecture chez les enfants, leur font découvrir la littérature.

www.lireetfairelire.org

¹ Ces statistiques sont calculées sur la base des 1504 fiches d'inscription reçues au 22.01.01

Le Parisolidaire

Association loi 1901, créée en avril 2004, mettant en relation des étudiants, à la recherche d'un logement, avec des seniors disposant d'une chambre libre à leur domicile et désireux de compagnie, d'une présence vigilante et sécurisante avec partage de tâches pour simplifier leur vie quotidienne ou simplement compléter leurs revenus.

En proposant une formule de cohabitation originale, Le Parisolidaire contribue à l'extension de l'offre de logements pour les étudiants. Ainsi par la création d'un réseau et d'une dynamique de rapprochement intergénérationnel, l'association participe au changement des mentalités et à l'amélioration de la qualité de vie des étudiants et des seniors au quotidien.

Ses objectifs.

- ❖ Entretenir ou retisser les liens intergénérationnels.
- ❖ Prévenir l'isolement des personnes âgées.
- ❖ Augmenter leur sécurité.
- ❖ Répondre au problème de pénurie de logement étudiant.

Son action

- Former des partenariats de cohabitation ;
- Les accompagner tout au long de l'année ;
- Les conseiller, veiller à ce que chacun respecte ses engagements et la charte de l'association.

Les caractéristiques de l'échange

- ❖ Sélection rigoureuse des étudiants et des seniors.
- ❖ Les jeunes ne se substituent pas aux services d'aide à domicile mais rendent simplement les services d'un petit-fils (petite-fille) à sa grand-mère (grand-père).
- ❖ Obligation de devenir adhérent de l'association en s'engageant à respecter sa charte et à signer une convention d'occupation à titre provisoire et précaire.
- ❖ Nécessité d'un suivi permanent du binôme par le Parisolidaire.

Son bilan d'activités

Le Parisolidaire a logé, à ce jour, **250 étudiants** chez près de **150 personnes âgées**. Il est impossible de définir un profil type du senior et de l'étudiant, compte tenu de la diversité des personnes engagées (milieu socioculturel, nationalité, âges, études). Des tendances se dégagent, ce sont majoritairement des femmes qui sont engagées. Il y a plus d'étudiants que de jeunes travailleurs. Les familles des personnes âgées sont rassurées de savoir que leurs parents ne sont plus seuls et les familles des étudiants de savoir leurs enfants accompagnés lors du premier départ du foyer familial. Dans les deux cas, l'allègement des charges financières est un soulagement appréciable.

Le Parisolidaire a prouvé que la cohabitation intergénérationnelle pouvait être plus qu'un bon compromis.

www.leparisolidaire.com

Le Prix Chronos

Le Prix Chronos de littérature

La FNG¹ a créé en 1996 le Prix Chronos, à destination des jeunes. L'originalité de ce prix en est la thématique : « **Grandir, c'est vieillir et vieillir c'est grandir** ».

Il s'agit d'un prix littéraire, le jury se compose de lecteurs de 5 à 95 ans, les ouvrages sont choisis par un Comité de sélection composé d'enseignants, de gérontologues, de libraires spécialisés jeunesse, de bibliothécaires, d'animateurs de BCD² et de personnes âgées.

L'inscription au Prix Chronos se fait à la demande des enseignants, des animateurs de BCD, des bibliothécaires, des responsables de clubs de personnes âgées. Les jurés s'inscrivent volontairement et s'engagent à lire la totalité de la sélection, le vote s'effectue à bulletin secret.

Ses objectifs.

Faire découvrir aux jeunes la valeur des différents âges de la vie, la FNG² a développé cette action concrète qui s'adresse aussi aux adultes qui les entourent.

Les déclinaisons du Prix Chronos :

- ❖ Le Prix Chronos vacances
- ❖ Le Prix Chronos Familles
- ❖ Le Prix Chronos Suisse

www.prix-chronos.org

¹ FNG : Fondation nationale de gérontologie

² BCD : Bibliothèque centre documentaire.

Les Prix Chronos 2006

Résultats du vote des 32 484 jurés du prix.

❖ Maternelles – CP (9 493 jurés) :

« *Les deux maisons* », Didier Kowarsky ; Samuel Ribeyron. Didier Jeunesse.

❖ CE1 – CE2 (8 995 jurés) :

« *Des grands-parents magiques* », Kochka ; Cyril Farudja. Castor Cadet Flammarion.

❖ CM1 – CM2 (7 297 jurés) :

« *Spinoza et moi* », Sylvaine Jaoui ; Kitty Crowther. Casterman.

❖ 6^{ème} – 5^{ème} (4 157 jurés) :

« *La troisième vengeance de Robert Poutifard* », J.-C. Mourlévat ; B. Alemagna. Gallimard.

❖ 4^{ème} – 3^{ème} (1 635 jurés) :

« *29 février* », Rémi Stefani. Rageot Editeur.

❖ Lycéens, 20 ans et + (907 jurés) :

« *Le cahier de Marie* », Danielle Thiébaud. Editions Siloë.

Que met-il en valeur ?

- La réflexion personnelle des jurés de tous âges sur leurs parcours de vie ;
- Le développement des relations intergénérationnelles ;
- La citoyenneté ;
- La découverte de la lecture.

Prix Intergénération 2004¹

C'est un concours national² organisé par le Ministère délégué aux personnes âgées et le journal de l'action sociale, en partenariat avec les revues Notre Temps, Okapi, et le site Internet www.Agevillage.com.

Le jury du concours est composé de onze membres représentant une grande diversité d'horizons.

Ce concours est lancé dans le but de valoriser les actions intergénérationnelles organisées à l'échelon d'une association, d'une commune, d'un canton, d'un département, d'une entreprise, d'un établissement (scolaire, culturel, de santé, etc.) et de primer les meilleures d'entre elles.

Quatre prix honorifiques ont récompensé les actions intergénérationnelles les plus prometteuses. Ils ont été remis par le Ministre délégué aux personnes âgées dans le cadre des Etoiles de la Fraternité lors de la clôture de l'année de la fraternité 2005.

Cuisinez l'âge (lauréat du Prix Intergénération 2004).

A Rosières en Haute-Loire, un rendez-vous cuisine ouvre les enfants du multi accueil associatif le « Pays imaginaire » et les résidents de « La Roseraie » au don réciproque, dans la liberté et le respect.

Cet atelier a lieu un mercredi par mois pour 7 enfants de 3 à 5 ans et 5 personnes de 70 à 100 ans. Le thème retenu est la cuisine. Tout s'effectue en binôme, des courses à la cuisson. La recette est choisie par un résident, puis le met est réalisé au « Pays imaginaire » avant d'être cuit et dégusté à « La Roseraie ».

Fondé sur la liberté et le respect mutuel, l'atelier apprend la complémentarité.

« L'Anniversaire de Chloé » (lauréat du Prix Intergénération 2004).

Au centre social de Chemillois (Maine-et-Loire), l'Amicale des retraités a monté une pièce de théâtre sur les relations familiales pour mieux s'écouter et se comprendre à quatre générations.

Ecrit par des retraités, joué par les habitants, le scénario aborde des thèmes variés comme le partage des tâches ménagères, le travail des femmes, l'éducation des enfants, ou la place des nouvelles technologies dans les foyers.

Cette expérience a contribué à valoriser l'image de retraités créatifs et ouverts.

Le jardin de nos rêves. (lauréat du Prix Intergénération 2004).

A Marseille, dans le jardin des petits frères des pauvres, un lundi par mois, de 12 h à 16 h 30, 10 retraités entre 70 et 92 ans du Centre gérontologique départemental et 28 enfants d'une classe de CM1 de l'école primaire du Petit Bosquet se retrouvent pour donner vie au « jardin de (leurs) rêves » avec l'aide de l'enseignant, de parents d'élèves et de 8 bénévoles de l'associations. **Le but est de rapprocher deux âges différents en créant un potager.**

Soutien scolaire dans le cadre d'un foyer logement (lauréat du Prix Intergénération 2004).

A Mazamet (Tarn) 11 retraités, formés par une enseignante grâce aux Fonds de développement de la vie associative, font du soutien scolaire auprès de 17 élèves de CP, CE1 et CM2. Cette action de l'association Pass-âges a lieu le mardi ou le jeudi à 16 h.

En montrant leur capacité d'apprentissage et leur désir de s'adapter à l'évolution de la société, les personnes âgées se libèrent de l'étiquette de « repli » dont elles sont trop souvent et trop rapidement affublées.

¹ Cf. fiche de la Semaine bleue pour le Prix Intergénération 2005.

² Le règlement du concours est sur le site www.personnes-agees.gouv.fr

Val Sully : un habitat intergénérationnel

En 1995, la commune de Saint-Apollinaire prend en compte la **nécessité de créer des liens nouveaux entre générations**. Sur une parcelle de 1,2 ha naît un complexe immobilier où se vit la mixité des âges.

Saint-Apollinaire compte aujourd'hui 7 000 habitants.

Son programme.

❖ Les résidences :

76 logements sociaux loués à des jeunes couples avec au moins un enfant de moins de cinq ans, ainsi qu'à des retraités.

❖ Des services pour les retraités et personnes âgées :

- ♦ Un domicile collectif pour quatorze personnes âgées physiquement dépendantes.
- ♦ Un domicile protégé pour six personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.
- ♦ Un accueil de jour pour douze personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer.
- ♦ Un point accueil services, lieu d'accueil, d'information, d'animation, de coordination et de médiation.

❖ Des services municipaux destinés aux familles :

- ♦ Une halte garderie.

- ♦ Un relais assistantes maternelles.

- ♦ Une ludothèque

- ♦ Un restaurant scolaire

❖ Des équipements ouverts à tous :

- ♦ Une salle de quartier.

Charte de bon voisinage

Les locataires sont invités à signer, en même temps que leur bail, cette charte qui récapitule une série de règles élémentaires de savoir-vivre : respecter ses voisins, rendre service, être à l'écoute...

Succès

Après trois ans de fonctionnement, il existe un « esprit village ». Les locataires ont appris à s'entraider, lorsqu'ils déménagent, ils « exportent » cet esprit.

L'initiative suscite de l'intérêt en France et en Europe. Des élus, des professionnels de la gérontologie ainsi que des représentants de la Suisse, de la Belgique et de l'Espagne, notamment, visitent Saint-Apollinaire.

Fedosad : www.crisas.asso.fr/AGechanges
www.ville-st-apollinaire.fr

La Semaine Bleue

Lancée en 1951, la « Journée des vieillards » a été créée par arrêté du ministère de la santé publique et de la population. L'UNIOPSS, était chargée d'en assurer la coordination. L'objectif était de récolter des fonds pour secourir les anciens les plus « *nécessiteux* », 6 ans après la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

En 1988, la collecte prit fin et fut remplacée par une subvention des Affaires sociales. La sémantique connut, elle aussi, une évolution : on passa à la « *Semaine Nationale des Vieillards* » puis à la « *Semaine Nationale des Retraités et des Personnes Agées et de leurs Associations* » pour s'arrêter, en 1977, à la « *Semaine Bleue* », accompagnée de ce slogan : « **365 jours pour agir, 7 jours pour le dire** ».

Le thème de la **Semaine Bleue 2006** est : « **Jeunes et vieux... ensemble** » et se déroulera du 16 au 22 octobre.

Objectifs

Au cours de cette semaine, la place des « vieux » est évoquée dans les familles, les quartiers, les associations. La semaine bleue a vocation à devenir le théâtre privilégié de la parole des vieux, récits de vie, journaux d'établissements, projets individuels de vie : une parole instituée (comme dans les conseils de vie sociale des établissements), mais aussi une parole créatrice, une parole qui raconte le vécu subjectif de la vieillesse.

Prix intergénération 2005 :

Allez Mamy, tu peux !

Les enfants d'une école élémentaire créent des marionnettes colorées, et les présentent à des résidents de trois maisons de retraite. Petit à petit, les marionnettes prennent vie dans une histoire créée, racontée et animée par les résidents. Les rencontres et l'avancée du projet sont filmées. Des mamies conteuses s'investissent, les dialogues se nouent, l'entraide se met en place.

Grand prix de la Fondation de France 2005 :

Ensemble, vivre et vieillir au village.

Au **village de la Force dans les Pyrénées Atlantiques**, les aînés ont toute leur place et c'est l'affaire de tous ! Résultat : un recueil de récits des anciens mis en image par le club de dessin, les paroles des aînés enregistrées sur un dvd et illustrées de photos, une histoire inventée avec des enfants, racontée aux plus âgés par des bénévoles...

Deuxième prix de la Fondation de France 2005 :

Paroles et soupnières dans la Sarthe (72).

Une soirée cabaret avec les aînés du village ! La compagnie « *Drôle d'hydraule* » a mis tout le monde à contribution pour écrire et mettre en scène cette pièce sur le thème de la mémoire. Costumes, recettes de cuisine, histoires et traditions du village prendront vie sur scène pour le plaisir de tous.

www.uniopss.asso.fr

**Union nationale des Centres
Communaux d'Action Sociale
(UNCCAS) :**

L'UNCCAS a un rôle de proposition auprès des pouvoirs publics pour réfléchir à des pistes de travail communes, mais aussi de tête de réseau à l'écoute de ses adhérents lorsqu'il s'agit de faire remonter leurs difficultés. Mais aussi, elle accompagne, informe, soutient les adhérents et encourage l'échange d'expériences.

Elle favorise la proximité et l'accompagnement social.

Le CCAS est à ce titre l'un des interlocuteurs privilégiés des familles et des personnes en difficulté.

Une banque d'expériences (et d'autres informations) de l'action sociale est disponible sur le site Internet :

www.unccas.org

**Actions intergénérationnelles
dont les CCAS sont partenaires.**

❖ **L'entretien du lien social : « La semaine du voisinage » à Lorient (56).**

Chaque année, au mois de mai, le CCAS organise cette manifestation pour **favoriser les bonnes relations de voisinage dans le cadre de la lutte contre la solitude**. Chacun organise des spectacles et repas en plein air, des cabarets, contes, théâtre, exposition de savoir-faire des habitants, rencontres-débats...

❖ **La transmission de la mémoire : « Recettes d'hier et d'ailleurs » à Besançon (25).**

Porté par la « Mission inter-âges », ce projet utilise **l'art culinaire comme vecteur de transmission culturelle entre des femmes de 15 pays et de toutes générations**. La réalisation de cet ouvrage s'adresse aux résidents et personnels des foyers logement, aux bénéficiaires de l'aide alimentaire ou des épiceries sociales et aux bénévoles. Chaque recette est proposée par un auteur et expérimentée par le groupe. Elle sera expertisée par un cuisinier professionnel.

❖ **L'échange intergénérationnel : « Il n'y a pas d'âge... pour aimer » à Bourgoin Jallieu (38).**

L'édition du recueil de poèmes « Il n'y a pas d'âges... pour aimer » fait suite à une exposition départementale itinérante « Amours de vieux et vieilles amours » initiée par le CLIC Porte des Alpes, la Ligue de l'enseignement et le Conseil général de l'Isère. C'est le fruit d'un travail réalisé lors d'ateliers d'écriture rassemblant des publics de tous âges. **Cette action vise à favoriser les échanges entre générations.**

Ce recueil rassemble quatre-vingts textes, édité à quatre mille exemplaires et diffusé gratuitement aux partenaires du CLIC Porte des Alpes.

Vieillir dans son quartier, dans son village

La Fondation de France

Organisme privé et indépendant aidant à la concrétisation de projets à caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social ou culturel.

Entreprend de mettre en place un renouveau du mécénat par la naissance d'une « **grande fondation à vocation générale** ».

Son but : aider concrètement « les initiatives de générosité » émanant de toutes parts grâce à une entité capable de jouer le **rôle d'intermédiaire et de catalyseur des générosités**. Médiateurs entre la sphère publique et le secteur privé, les principes d'autonomie et de participation deviennent le double moteur de son action.

Genèse d'un programme

Depuis 2002, avec son nouveau programme « **Vieillir dans son quartier, dans son village, des aménagements à inventer ensemble** », la Fondation de France souhaite mettre l'accent sur l'importance de l'environnement dans la vie quotidienne des personnes âgées, au-delà d'une dimension médico-sociale de prise en charge.

Il est possible de consulter l'appel à projets lancé par la Fondation de France pour 2006 sur le thème de « Vieillir dans son quartier, dans son village », sur le site Internet : www.fdf.org

Actions intergénérationnelles soutenues par la Fondation de France

Renouer des liens de voisinage à Saint-Geniez d'Olt (Aveyron).

Une correspondante rurale se déplace à domicile pour rencontrer les personnes isolées. Elle propose une rencontre régulière ou une aide ponctuelle. Cette personne les aide également à **renouer des liens avec d'autres habitants de proximité**.

Son rôle est le suivant :

- **informer et proposer des services**, par des visites régulières ;
- **aider les personnes dans leur démarches** auprès des services sociaux et administratifs, assurer un suivi des situation en cours ;
- **prévenir l'isolement** par une écoute, le recueil des souhaits et des besoins manifestés par les personnes ;
- **apporter des courses, des livres, des cassettes...** ;
- **contribuer à la coordination des services** existants en faisant le relais auprès d'eux.

Une fois par semaine, à jour fixe, la correspondante rurale vient dans chaque village. **Elle y rencontre chaque année 370 personnes.**

« **Ensemble, vivre et vieillir au village** », projet présenté lors de la **Semaine bleue 2005**. Les petits, les aînés et la bibliothèque du village de La Force (24) mettent en mots et en bouche l'histoire du « petit bonhomme en pain d'épices ». Des bénévoles font la lecture au domicile des vieux.

Le club photos illustre la parole des anciens dans un DVD. Les aînés du village se racontent dans un recueil d'écrits : « **couleurs du temps** », mis en images par le club de dessin.

Famille, je vous aide

Emmanuelle Crenner, Division conditions de vie des ménages, Insee

INSEE
PREMIERE

La solidarité familiale s'exprime dans un registre très large. Cela va du soutien scolaire au prêt d'argent en passant par le soutien moral ou le jardinage.

Qu'elle soit morale ou matérielle, trois personnes sur quatre affirment avoir apporté leur aide à un membre de leur famille ne vivant pas avec elles. Cette aide va principalement à la famille proche et surtout aux parents, frères, sœurs, enfants avec lesquels on a vécu.

Les ménages aisés ainsi que les femmes soutiennent plus fréquemment leurs proches, et les services qu'ils rendent sont plus variés.

Entre octobre 1996 et octobre 1997, près de trois personnes sur quatre ont aidé moralement ou matériellement, au moins une fois, un membre de leur famille ne vivant pas sous le même toit qu'elles. Les aides matérielles sont principalement celles qui nécessitent un certain engagement ou un minimum de disponibilité comme par exemple, effectuer une tâche quotidienne à la place d'un des membres de la famille : les courses (41 %), le ménage, la cuisine ou la lessive (19 %) ou encore garder les enfants (25 %). Les aides plus ponctuelles sont un peu moins répandues et consistent surtout à aider un parent lorsqu'il doit faire face à une difficulté passagère ou une situation particulière : déménagement, bricolage ou jardinage (28 %), démarches administratives (22 %), prêt d'argent (11 %) ou de voiture (16 %). On y trouve aussi les dons d'argent ou en nature (16 % des individus en ont effectué). Enfin, 8 % des individus interrogés ont aidé pour leur scolarité un membre de leur famille. Par ailleurs, 44 % des personnes de 15 ans ou plus ont soutenu moralement un parent au moins une fois dans l'année. Pour seulement 5 % des individus, cela a constitué la seule aide apportée alors que dans la plupart des cas, le soutien moral s'est accompagné d'un soutien matériel.

On aide surtout ceux avec qui on a vécu

L'entraide parents/enfants semble plutôt équitable : 68 % des individus ont aidé au moins une fois leurs parents et 66 % leurs enfants après qu'ils ont quitté le foyer. Les frères et sœurs arrivent un peu plus loin avec 47 % (tableau 1). Cependant, les aides aux parents sont plus variées que celles destinées aux enfants.

La solidarité familiale dépasse donc difficilement le cadre de la famille restreinte et des personnes avec lesquelles on a, le plus souvent, vécu : d'abord les parents et les frères et sœurs et plus tard les enfants. La vie commune crée des liens affectifs suffisamment forts pour qu'en cas de nécessité on se tourne de préférence vers ceux qui l'ont partagée. Mais vivre ensemble dans un même logement implique aussi des règles de fonctionnement (répartition des tâches domestiques par exemple) qui donnent aux membres de la famille nucléaire des habitudes d'entraide et attribuent un rôle à chacun. Ces habitudes semblent se maintenir au-delà de la décohabitation.

Cependant, on ne rend pas les mêmes services à tout le monde, entre autres parce que les membres de la famille ont des demandes différentes (tableau 2). Les enfants,

1 Aides apportées à un membre de la famille selon le lien de parenté

En %

Destinataire des aides	Ensemble des aides	
	Au moins une fois	Jamais
Enfants	68	32
Parents	66	34
Frères et sœurs	47	54
Petits-enfants	44	56
Grands-parents	36	64
Neveux	16	84
Oncles	14	86
Cousins	12	88
Ensemble	73	27

Lecture : 73% des individus ont aidé au moins une fois un membre de leur famille au cours des 12 derniers mois. 68% des individus de cette classe d'âge ayant des enfants a aidé l'un d'entre eux, au moins une fois.

Champ : individus de 15 ans et plus ayant un des parents concernés dans son réseau familial

Source : "Réseaux de parenté et entraide", enquête PCV, octobre 1997, Insee



INSEE

② Répartition des services rendus selon le lien de parenté

En %

Type d'aide	Parents	Enfants	Petits-enfants	Frères	Oncles	Neveux	Cousins	Grands-parents	Ensemble
Soutien moral	23	18	20	26	31	25	34	26	24
Courses	26	12	10	15	21	13	11	34	18
Aide à l'aménagement, jardinage, bricolage	13	10	2	12	11	4	10	12	11
Don d'argent	5	16	31	6	5	19	7	4	10
Démarches administratives	13	6	2	8	12	6	8	8	9
Ménage, cuisine, linge	10	7	7	4	6	3	3	13	7
Garde d'enfants	1	12	12	10	7	11	8	0	7
Prêt de voiture	4	9	2	7	3	4	4	0	6
Prêt d'argent	2	6	2	6	1	3	2	0	4
Aide scolaire	0	2	8	2	0	8	8	0	2
Autre	3	2	3	3	4	4	4	3	3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Lecture : alors que les courses représentent 18% de l'ensemble des aides aux membres de la parenté au cours des 12 derniers mois, elles représentent 26% des aides aux parents.
 Source : "Réseaux de parenté et entraide", enquête PCV octobre 1997, Insee

devenus eux-mêmes parents, les frères et sœurs et les neveux ont plutôt besoin que l'on garde leurs enfants. L'aide scolaire est naturellement dirigée vers les générations les plus jeunes du réseau de parenté. Enfin, on aide plus souvent les enfants financièrement (par des dons ou des prêts d'argent) ou par des dons en nature ou le prêt d'une voiture. En revanche, les parents ainsi que les oncles et tantes et les grands-parents sont plus souvent soutenus dans leur vie quotidienne dans la réalisation de tâches courantes.

On vient tout autant en aide à sa famille à 30 ans qu'à 60 ans

Pour la plupart des membres du réseau de parenté, les aides à la famille hors du logement sont moins fréquentes avant 25 ans et régressent après 65 ans (tableau 3). La plupart des moins de 25 ans vivent encore avec leurs parents et n'ont pas d'enfants ne vivant pas avec eux. Or on ne considère ici que les aides destinées aux membres de la famille hors du ménage. Malgré cela, même à taille de réseau égale, les jeunes ont des comportements d'entraide envers leur parenté moins affirmés. Tout de même, toutes choses égales par ailleurs, lorsqu'ils viennent en aide à leur famille, ils ont tendance à multiplier les types d'aides.

A partir de 25 ans, et jusqu'à l'âge de la retraite, la proportion de personnes aidant leur famille se maintient autour de 80 % et concerne presque tous les types d'aides. L'entraide est donc non

seulement répandue mais aussi complète et variée. Après 65 ans, la capacité d'entraide diminue fortement, pour atteindre à peine plus de 40 % pour les plus de 80 ans et se concentre alors sur les dons et le soutien moral. Il est vrai qu'après 65 ans la capacité à effectuer certaines tâches quotidiennes diminue et les personnes âgées sont plutôt en situation de recevoir de l'aide (courses, ménage, lessive, démarches administratives...) qu'à en dispenser.

Jusqu'à 60 ans, si l'on a encore ses parents (voire même ses grands-parents) ou que ses enfants vivent de manière autonome, on aide chacun d'entre eux aussi souvent à 40, 50 ou 60 ans. Il en va de même pour les autres membres de la lignée directe. Les petits-enfants font exception : en avançant en âge, on aide ceux-ci un peu plus souvent. Pour les frères et sœurs et les autres collatéraux, en revanche, l'intensité de l'aide diminue fortement dès 40 ans, ce qui confirme la concentration de la solidarité familiale sur la famille restreinte (graphique 1-A).

Finalement, les bénéficiaires de la solidarité familiale évoluent avec l'âge, en même temps que la composition du réseau de parenté change et que les générations s'y succèdent (graphique 1-B). Entre 15 et 40 ans, ce sont principalement les parents et les frères et sœurs auxquels on vient le plus souvent en aide. Après 40 ans, les enfants quittent le foyer et deviennent la cible privilégiée des services au sein du réseau. Ensuite, la place des frères et sœurs et des parents décroît fortement avec la disparition

③ Aides aux membres de la parenté

En %

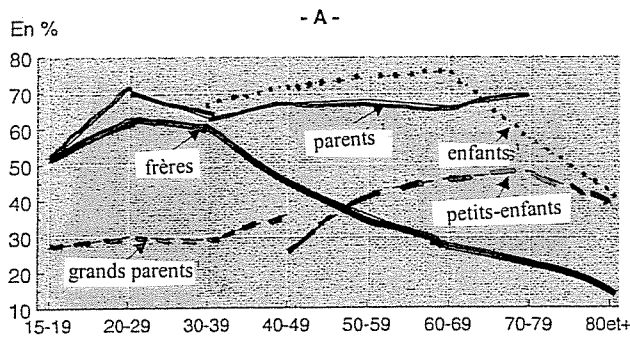
	Au moins une fois	Plus de 5 types de services rendus
Age		
15 - 19 ans	60	6
20 - 24 ans	72	14
25 - 29 ans	83	14
30 - 39 ans	80	12
40 - 49 ans	77	11
50 - 59 ans	77	17
60 - 64 ans	79	14
65 - 79 ans	65	6
80 ans et +	42	2
Niveau de vie du ménage*		
1 ^{er} quartile	63	9
2 ^e quartile	72	9
3 ^e quartile	76	11
4 ^e quartile	80	15
Occupation actuelle		
Actifs occupés	81	12
Chômeurs	70	11
Élèves, étudiants	64	10
Femmes au foyer	77	13
Retraités et autres inactifs	62	7
Statut matrimonial		
Célibataires	69	10
Mariés ou remariés	77	12
Veuf(ve)s	57	4
Divorcés	77	10
Niveau de diplôme		
Inférieur au bac	70	9
Bac	80	13
Supérieur au bac	79	14
Sexe		
Homme	71	8
Femme	75	13
Ensemble	73	11

* Voir Pour comprendre ces résultats.

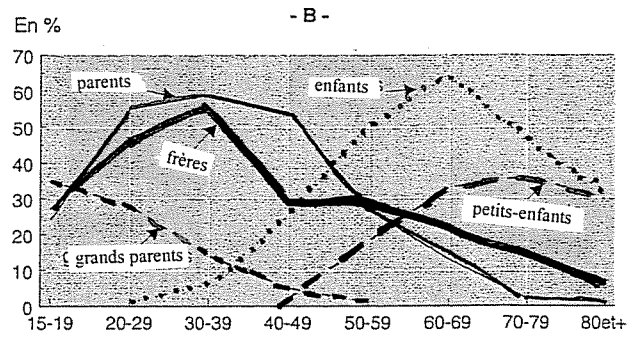
Champ : individus de 15 ans et plus

Source : "Réseaux de parenté et entraide", enquête PCV octobre 1997, Insee

① Proportion de personnes ayant aidé un proche selon le lien de parenté et l'âge

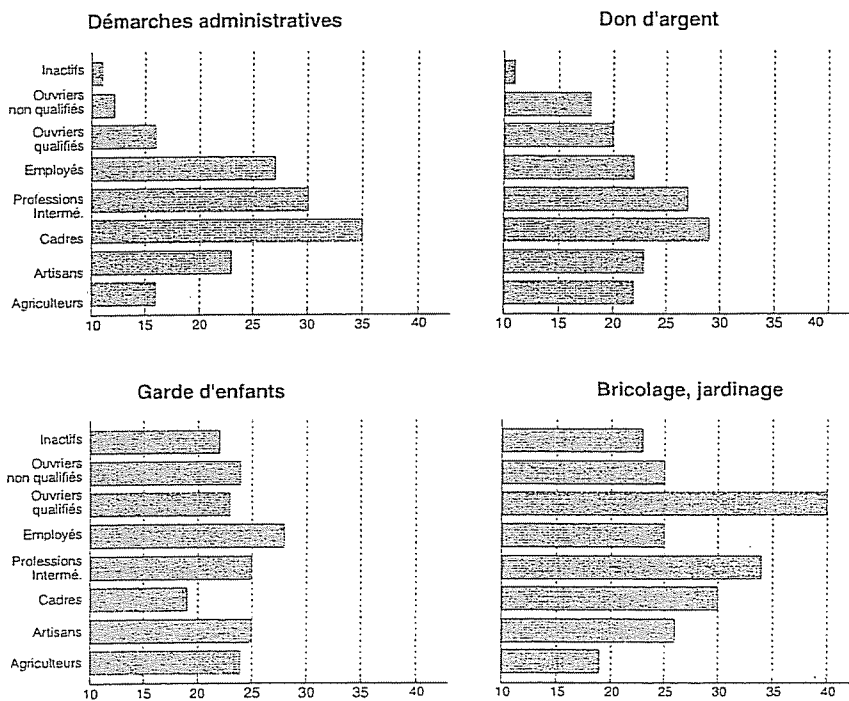


1. Individus ayant ce type de parents encore vivant (hors ménage)
Lecture : 51 % des 15-19 ans qui ont encore au moins un de leurs parents leur ont rendu service au cours des 12 derniers mois, contre 63 % des 30-39 ans.
Source : "Réseaux de parenté et entraide", enquête PCV, octobre 1997, Insee



Champ : ensemble des individus de 15 ans et plus.
Lecture : 24 % des 15-19 ans ont rendu un service au moins une fois au cours des 12 derniers mois à leur père ou leur mère, contre 59 % des 30-39 ans.
Source : "Réseaux de parenté et entraide", enquête PCV, octobre 1997, Insee

② Quelques types d'aides à la famille selon la catégorie socioprofessionnelle (en %)



Source : "Réseaux de parenté et entraide", enquête PCV, octobre 1997, Insee

progressive du père et de la mère, pendant que celle des petits-enfants augmente. A partir de 70 ans, la solidarité à l'égard de la famille, quelle qu'elle soit, régresse.

Les ménages aisés soutiennent plus souvent leur parenté

Plus le niveau de vie est élevé, plus les aides à la parenté sont variées : 15 % des individus appartenant au quart des ménages les plus aisés ont rendu plus de cinq types de services aux

membres de leur famille, contre moins de 10 % des membres de la moitié des ménages les plus pauvres (tableau 3). De même, les services rendus sont plus fréquents lorsque le niveau de vie du ménage est élevé. S'il n'est pas surprenant que les dons d'argent soient sensibles au niveau de vie du ménage, on aurait pu penser également que les prêts d'argent seraient facilités par l'existence d'un niveau de vie suffisant. Pourtant, les ménages les plus aisés n'ont pas déclaré plus souvent avoir prêté de l'argent que les

plus modestes. On imagine assez bien, cependant, que le montant n'est pas le même, seulement l'enquête ne nous permet pas de le savoir. Faire le ménage ou garder des enfants ne demande, en revanche, aucune contrepartie financière, mais permet, au contraire, d'éviter à un parent de recourir à une aide extérieure à la famille, qui, dans ce cas, aurait un coût. Pourtant, 17 % des membres des ménages les plus pauvres ont fait le ménage, la lessive ou la cuisine pour un membre de leur famille et 21 % ont gardé des enfants, contre respectivement 21 et 26 % des personnes appartenant au quart des ménages les plus riches.

Il n'existe pas de grande différence, toutes choses égales par ailleurs (y compris à niveau de vie égal et à taille de réseau égale), entre les catégories socioprofessionnelles quant à la fréquence et à la diversité de l'aide fournie aux membres du réseau de parenté. Ce n'est que la faiblesse de leur niveau de vie qui explique qu'à première vue, les catégories les plus modestes, (agriculteurs, ouvriers et inactifs) aident moins souvent leur famille. Malgré tout, certaines aides sont plus souvent dispensées par les cadres et professions intellectuelles, particulièrement en mettant au service de leur famille leur bagage culturel (l'aide scolaire, les démarches administratives et le soutien moral). Ils participent aussi à l'entraide familiale par le biais d'aides plus ponctuelles, comme les dons et prêts de toutes sortes. Les employés, ont plutôt tendance à effectuer des tâches pratiques (courses, lessive, garde d'enfants).

Les ouvriers, quant à eux, semblent aussi proposer leur savoir-faire, puisqu'ils sont les plus nombreux à participer à l'aménagement, au bricolage et au jardinage (*graphique 2*).

Les femmes rendent plus de services à leur famille que les hommes

Qu'elles travaillent ou non, les femmes sont plus présentes que les hommes sur le terrain de l'entraide familiale tant par la fréquence que par la diversité. Trois femmes sur quatre ont aidé au moins une fois un membre de leur famille, contre 71 % des hommes. Ceci n'est pas seulement lié au fait qu'elles sont plus nombreuses à soutenir moralement leur famille que les hommes. Même quand on se limite au soutien matériel, toutes choses égales par ailleurs (et donc qu'elles travaillent ou non), les femmes ont plus que les hommes rendu des services à un membre de leur famille.

Les femmes sont aussi plus nombreuses à diversifier les aides : 13 % d'entre elles ont apporté plus de cinq types d'aides, contre 8 % des hommes. De plus, certaines aides sont plus répandues parmi les femmes : celles qui permettent de soutenir la famille en l'allégeant dans certaines tâches (courses, ménage, cuisine et lessive, garde d'enfants et aide scolaire). Les femmes sont aussi plus nombreuses à donner de l'argent ou des biens. Les hommes, quant à eux, ont plus souvent, que les femmes, tendance à prêter leur voiture et à aider dans des activités comme le bricolage, le jardinage ou l'aménagement d'un appartement.

Si l'absence d'activité professionnelle est plus souvent accompagnée d'un plus faible soutien à la famille, les femmes au foyer tiennent une place à

part dans cette catégorie d'inactifs. Du fait de la plus grande participation des femmes à la solidarité familiale, toutes choses égales par ailleurs, les femmes au foyer ont aidé aussi souvent que les actifs occupés et que les élèves et les étudiants les membres de leur famille. Cependant, les services qui demandent plus de temps et une plus grande régularité sont plus souvent effectués par l'ensemble des inactifs, comprenant aussi les femmes au foyer, bien entendu : garde d'enfants et ménage, lessive et cuisine. Les actifs occupés sont plus nombreux à faire des démarches administratives, prêter leur voiture (dont ils sont souvent les plus grands utilisateurs) ou de l'argent, aider à l'aménagement ou soutenir moralement les membres de leur parenté. Les chômeurs, appartenant dans leur majorité aux ménages les plus modestes ont de ce fait plus de difficultés à aider leur famille. Ils font tout de même plus souvent le ménage, la lessive ou la cuisine pour un membre de leur parenté et sont aussi nombreux que les actifs occupés à prêter de l'argent ou faire des courses.

Pour comprendre ces résultats

L'enquête "réseaux de parenté et entraide" a été réalisée en octobre 1997 dans le cadre de l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages auprès d'un échantillon de 8 000 ménages.

Le terme **réseaux de parenté** comprend, dans l'ensemble de l'étude, le père et la mère, les enfants, les frères et sœurs, demi-frères et sœurs, grands-parents, neveux et nièces, cousins germains, oncles et tantes. Peuvent s'y ajouter des personnes de la famille que l'enquête a déclaré voir régulièrement qui ne sont pas comprises dans cette liste. Les relations étant régu-

lières, elles ont été prises en compte. Ne sont pas comptabilisés les conjoints de la personne interrogée ni sa famille. Sont aussi exclus les conjoints des membres de la famille propre. Le terme de réseau de parenté inclut les membres de la famille avec lesquels la personne interrogée partage son logement au moment de l'enquête.

Le **niveau de vie** du ménage résulte du rapport entre le revenu global et la somme des unités de consommation (u.c.). Les u.c. sont calculées avec l'échelle O.C.D.E. modifiée (qui affecte un coefficient de valeur 1 à la personne de référence, celui de 0,5 à tous les autres adultes du ménage et celui de 0,3 aux enfants).

Des **analyses multi-variées** ont été réalisées préalablement, sous la forme de modèles "logit" pour vérifier l'importance des effets propres à chacun des critères de l'analyse (âge, niveau de diplôme, niveau de vie, occupation professionnelle...).

Pour en savoir plus

"Les réseaux de solidarité dans la famille", J. Coenen-Huter, J. Kellerhals, M. von Allmen, édition "réalités sociales", Lausanne, 1994

"Les trois composantes de l'économie cachée de la parenté : l'exemple français", J.H. Déchaux, Recherches sociologiques, n°3, 1994

"Les solidarités entre générations", C. Attias-Donfut, Données sociales, Insee 1996

"Le soutien financier de la famille : une forme essentielle de la solidarité", S. Paugam, J.P. Zoyen, Economie et statistiques, n° 8,9,10, Insee, 1997

"Entraide familiale : de l'universel au particulier", D. Fougeyrollas-sebel, Sociétés contemporaines n°17, 1990

"Les échanges dans la parenté accentuent-ils les inégalités ?", J.H. Déchaux, Sociétés contemporaines n°17, 1990

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE

Le rôle des communes dans le domaine des relations intergénérationnelles

L'AMF regroupe 35 715 maires et 1 250 présidents de communautés.

Depuis sa création en 1907, ses missions sont clairement posées :

- étudier toutes les questions qui intéressent l'administration des communes et leurs rapports avec les pouvoirs publics pour être un véritable pôle d'information et de conseil auprès des maires et, depuis 1999, auprès des présidents de groupements intercommunaux ;
- défendre leur intérêt commun, au-delà des clivages politiques, auprès des pouvoirs publics, notamment lors de l'élaboration des projets de lois et de décrets.

Un réseau de 100 associations départementales contribue à l'exercice de ses missions.

Sur son site www.amf.asso.fr sont disponibles toutes les notes, dossiers, articles brochures produits par ses services, dont le guide CCAS et CIAS.

La newsletter : www.maire-info.com, quotidien d'information en ligne sur l'actualité marquante des collectivités locales, la *Lettre* mensuelle des Maires de France et le magazine *Maires de France* participent à l'information des maires.

Rôle des communes en faveur des actions intergénérationnelles

La commune ou le groupement de communes (communauté de communes ou d'agglomérations), définit librement sa politique sociale et décide, selon sa taille et sa composition démographique, d'un certain nombre d'actions en faveur de la famille, des plus jeunes aux plus âgés et notamment tout ce qui peut favoriser les relations intergénérationnelles.

Pour mettre en œuvre les actions ainsi définies, la commune (ou le groupement) peut agir soit directement, soit en confiant tout ou partie de son programme à **son centre communal (ou intercommunal) d'action sociale (CCAS, CIAS)** à qui elle accorde une subvention et dont le maire est président.

En outre la commune travaille **en collaboration avec les associations intervenant dans ces domaines**, à qui elle peut accorder des subventions, mettre des locaux à disposition ou fournir le terrain nécessaire pour la construction d'équipements.

Le maire, pour suivre cette politique, peut **déléguer à un ou plusieurs adjoints** des compétences dont le champ varie selon les communes (adjoint chargé des affaires sociales, de la famille, de la petite enfance et des personnes âgées et handicapées...).

Les actions intergénérationnelles initiées par les communes sont très variées et peuvent être regroupées autour des thèmes suivants :

Impliquer les jeunes et les retraités dans la politique communale en mettant en place :

- **un conseil municipal d'enfants ou de jeunes** qui permet le dialogue entre les élus adultes et les représentants des enfants et des jeunes. Il constitue un lieu d'éducation civique complémentaire à l'action de l'école dans une ambiance qui facilite la réflexion, la prise de parole et encourage l'écoute et les prépare à assumer de nouvelles responsabilités, notamment dans le monde associatif.
- **un conseil des sages ou conseils des aînés**, instance consultative, sans pouvoir de décision, dont l'objectif est de faire participer les retraités à la vie de la cité en utilisant au mieux leur compétence, leur disponibilité, leur expérience et leur mémoire. Il peut apporter un avis éclairé et une contribution active à l'étude par la commune de projets touchant à la vie quotidienne de l'ensemble de la population et favoriser ainsi les échanges intergénérationnels.

Equipements intergénérationnels

- Maison multiservice intergénérationnelle autour d'activités socioculturelles ;
- immeuble multi génération avec restaurant communal tout public et services rendus entre générations ;
- logement intergénérationnel, 3 générations sur le même pallier, 2 appartements séparés par une pièce « tendresse » ;
- restaurant intergénération ouvert aux retraités, personnels communaux et associatifs ;
- crèche ou jardin d'enfants à proximité d'une maison de retraite.

Soutien à des associations gérant des réseaux de bénévoles favorisant le soutien entre générations

- Visite de personnes âgées pour leur apporter du soutien et rompre leur solitude ;
- soutien scolaire effectué par des retraités ;
- Atelier de lecture animés par des anciens.

Activités et manifestations culturelles et festives inter générations

- Carnaval entre enfants des centres de loisirs et anciens des résidences ou des clubs ;
- échanges entre crèche ou école du primaire avec maison de retraite (visites, goûter) ;
- discothèque entre adolescents et aînés.

Transmission de savoir

- Transmission de savoir et d'expériences par des personnes âgées à des élèves ;
- formation de jeunes par des compagnons, artisans ou ouvriers retraités.

Service civil indemnisé pour les jeunes de 16 ans pour aider les personnes âgées

Note remise à l'occasion de la Conférence de la Famille
Avril 2006.



Ministère délégué à la Sécurité sociale, aux Personnes âgées,
aux Personnes handicapées et à la Famille

Mai 2006

Conférence de la Famille 2006

Groupe de travail « La société intergénérationnelle au service de la famille »

Synthèse du rapport

Les solidarités entre générations peuvent s'exprimer dans notre société en dehors du lien familial.

Le groupe de travail « *La société intergénérationnelle au service de la famille* » s'est vu confier la mission de regarder comment développer ces solidarités, qui ne relèvent ni des solidarités publiques ni des solidarités liant entre eux les membres d'une même famille.

Notre société fait face à un double défi : d'une part l'allongement de l'espérance de vie augmente le nombre de générations coexistantes et le modèle à quatre, voire cinq générations succède progressivement au modèle à trois générations (*dans dix ans, le nombre de personnes de plus de soixante ans sera supérieur à celui des moins de 20 ans, et la fin de vie est souvent marquée par des problèmes de santé et de perte d'autonomie*) ; d'autre part l'entrée dans l'âge adulte, c'est-à-dire le départ de chez les parents par l'accès à l'emploi, la possibilité de fonder une famille, ne cesse d'être retardé, devient plus flou et entraîne une grande précarité chez certains, un parcours difficile vers l'autonomie pour beaucoup.

La famille, lieu par excellence des relations entre les générations reste une référence même si elle s'est fragilisée, mais dans le même temps la progression du nombre de familles monoparentales ou recomposées ainsi que la diminution des fratries, compte tenu de la baisse de la natalité, vont peser sur la prise en charge familiale des personnes en perte d'autonomie. Celle-ci repose principalement sur les femmes, qui sont encore davantage sollicitées que les hommes, même si la fonction de relais commence à être mieux partagée.

Les femmes sont un peu plus nombreuses à dire qu'elles apportent beaucoup d'aide à leur famille : 66% leur consacrent du temps, contre 54% des hommes ; 47% leur rendent des services, contre 38% des hommes (*Enquête IPSOS pour la Délégation Interministérielle à la Famille - avril 2006*).

Or comme le montre Claudine ATTIAS-DONFUT, si « les solidarités familiales ont pu se maintenir - (c'est grâce) au système public de protection sociale, le versement des prestations sociales stimulant l'entraide privée ».

C'est dans cette perspective que le groupe s'est positionné, en cherchant à promouvoir toutes les actions et pratiques favorisant les solidarités entre générations, qu'elles soient mises en œuvre par des associations, collectivités territoriales, organismes sociaux ou entreprises.

Le groupe de travail a souhaité inscrire dans la durée la question de l'intergénérationnel, en contribuant à modifier l'image qui vient encore trop souvent à l'esprit quand on emploie ce terme.

L'intergénérationnel ne se réduit pas aux relations grands-parents petits-enfants ou à l'aide aux aînés qui sont en perte d'autonomie. Il traverse toutes les générations, il s'appuie sur tous les âges et chacun peut y contribuer. Il nous appelle aussi à modifier notre approche : « jeunes, actifs, retraités » en rendant beaucoup plus fluides les clivages.

L'ambition du projet, sa difficulté et sa nouveauté, au regard des thèmes de réflexion habituels de la Conférence de la famille, font que les propositions formulées, loin d'épuiser le sujet, doivent être considérées comme une amorce, une première étape qui devra être suivie de bien d'autres.

C'est la raison pour laquelle les propositions du groupe de travail ont été construites autour de deux axes complémentaires :

- ***Rendre plus visible l'intergénérationnel et le porter dans la durée***
- ***Faciliter l'intergénérationnel au quotidien.***

1^{er} axe : ***Rendre plus visible l'intergénérationnel, le porter dans la durée***

5 propositions formulées par le groupe de travail pour cela :

- *Proposition 1 : créer un portail intergénérationnel et développer un numéro d'appel national.*
- *Proposition 2 : mettre en réseau des lieux d'accueil et d'information mais aussi des actions dans le cadre du développement social local.*
- *Proposition 3 : valoriser les relations intergénérationnelles en envisageant la transformation de la Semaine Bleue en semaine de l'intergénération et en diffusant et multipliant les initiatives du type : "Grandir-vieillir" de la FNG, Prix Chronos, Prix Intergénération du ministère, etc.*
- *Proposition 4 : développer des recherches et des recherches/actions sur les transferts entre générations et les représentations des âges dans la société.*
- *Proposition 5 : mettre en place une charte de l'intergénérationnel et en assurer un suivi régulier à l'occasion des Conférences de la Famille.*

2^{ème} axe : ***« Faciliter l'intergénérationnel au quotidien ».***

3 propositions du groupe pour cela :

- *Proposition 6 : encourager le bénévolat et soutenir la vie associative.*
- *Proposition 7 : favoriser le logement et l'urbanisation intergénérationnels.*
- *Proposition 8 : développer un service civique à caractère social ouvert à tous les jeunes.*



**Ministère délégué à la Sécurité sociale, aux Personnes âgées,
aux Personnes handicapées et à la Famille**

Mai 2006

Conférence de la Famille 2006

Groupe de travail « La Famille, espace de solidarité entre générations »

Synthèse du rapport

Le mandat confié au groupe de travail par le ministère chargé de la Famille était le suivant :

- identifier les formes que prennent les solidarités à l'intérieur de la famille et les obstacles à leur mise en œuvre ;
- étudier les transferts économiques et patrimoniaux, les formes de solidarité existantes et souhaitables ;
- examiner les dispositions que doivent prendre les pouvoirs publics pour répondre aux besoins des familles.

La préoccupation politique au regard de la famille a longtemps porté sur la petite enfance et le sujet retenu pour la conférence de la famille 2006 montre qu'un "pivotement" est nécessaire. La solidarité à l'égard des ascendants, du fait du vieillissement de la population, doit désormais recueillir l'attention, même si les autres formes de solidarité ne doivent pas être négligées pour autant.

Le rapport prend appui sur trois convictions :

- solidarité familiale et solidarité collective se renforceront mutuellement et ne se substitueront pas l'une à l'autre ;
- le champ de la politique publique en faveur des familles devra s'élargir pour répondre aux nouvelles exigences de solidarité entre générations ;
- différents dispositifs juridiques doivent converger pour développer une politique publique d'aide aux aidants familiaux, en toute circonstance de perte d'autonomie d'un des membres de la famille.

La démographie situe favorablement la France au regard des autres pays européens. Cependant le vieillissement de la population est un fait. Le ratio comparant le nombre des personnes de plus de 65 ans à la population des personnes âgées de 15 à 64 ans était de 8 en 1900, de 4 en 2000 et sera de 2 environ en 2050.

La famille est un lieu de solidarité et d'échanges très riches : 92% des Français disent que l'entraide familiale est importante, 82% entre frères et sœurs, 81% entre grands-parents et petits-enfants. Ils y consacrent du temps, échangent des services et s'aident financièrement quand c'est nécessaire (*enquête IPSOS pour la délégation interministérielle à la famille, avril*

2006). Le rapport "*la Famille, espace de solidarité entre générations*" formule douze propositions pour que l'action des pouvoirs publics soutienne cette solidarité.

Le rapport propose six mesures visant à reconnaître et soutenir les aidants familiaux :

- *Proposition 1 : renforcer le soutien personnalisé des aidants familiaux*

Participer à l'accompagnement au domicile d'une personne en perte d'autonomie et aux actes visant à compenser cette perte constitue un engagement très lourd pour une mère, un père, un conjoint, des enfants : il faut développer les politiques de soutien.

- *Proposition 2 : développer toutes les formules de "répit"*

Nombreux sont ceux dont la vie se trouve totalement engagée auprès d'un enfant, d'un conjoint ou d'un parent en perte d'autonomie et qui aspirent à pouvoir dégager un peu de temps pour eux. Il s'agit d'organiser des temps de repos, qui permettent de "souffler", de faire une pause dans l'action d'aidant familial.

- *Proposition 3 : élargir les possibilités du droit d'absence*

Pour accompagner à domicile un enfant, un conjoint, un parent en perte d'autonomie, des proches familiaux peuvent être amenés à interrompre leur parcours professionnel. Il s'agit d'aider à ce que cette interruption ne remette pas en cause le contrat de travail.

- *Proposition 4 : ouvrir des droits à la retraite pour les aidants familiaux*

Les personnes actives contraintes à l'accompagnement à domicile d'un de leurs proches familiaux non autonomes aspirent à se voir reconnaître des droits à la retraite pour cette période contrainte.

- *Proposition 5 : développer la formation*

Les aidants doivent pouvoir disposer de formations appropriées pour réaliser leur accompagnement. Les compétences qu'ils ont acquises en étant aidants familiaux doivent pouvoir être reconnues.

- *Proposition 6 : faciliter le retour à l'emploi des aidants familiaux*

Le retour à l'emploi des aidants familiaux d'âge actif doit être favorisé, notamment par le biais de la validation des acquis de l'expérience.

Le rapport propose six mesures visant à soutenir la solidarité familiale :

- *Proposition 7 : informer les familles sur leurs droits*

Il s'agit de renforcer les points info famille et les supports de communication existants.

- *Proposition 8 : mieux reconnaître le décès d'un enfant par un congé plus long*

- *Proposition 9 : reconnaître le rôle des grands-parents et notamment permettre aux grands-parents si nécessaire de saisir le défenseur des enfants*
- *Proposition 10 : réformer le système de protection juridique des majeurs*

L'avant-projet de loi portant réforme de la protection des adultes vulnérables vise à étendre la protection juridique de la seule protection des biens de la personne à la personne elle-même.

- *Proposition 11 : engager une concertation sur de nouvelles formes d'épargne solidaire*
étudier des dispositifs financiers susceptibles de renforcer les capacités des familles à faire droit de leur engagement solidaire au profit d'un des leurs, en particulier les jeunes.
- *Proposition 12 : ouvrir le débat sur les modalités d'indemnisation des aidants familiaux et sur l'application de l'obligation alimentaire.*

**Conférence de presse du ministre
15 mai 2006.**